

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi concernant les habitations et logements à bon marché.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSEURS,

La loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières, complétée par celle du 30 juillet 1892, a donné des résultats encourageants : 100 millions avancés par la Caisse générale d'épargne et de retraite, 176 sociétés agréées, près de 54,000 maisons mises à la disposition de la classe ouvrière. Ces résultats sont dus aux concours précieux et féconds qui se sont groupés autour de la Caisse d'épargne. Outre cela, il y a l'initiation du public à la pratique rationnelle de l'assurance sur la vie, et un élan plus vif imprimé à la prévoyance; il y a la formation d'une science technique de l'œuvre des habitations ouvrières; il y a enfin, indépendamment de l'aide officielle et par la seule contagion de l'exemple, le développement spontané et considérable du mouvement issu de la loi de 1889 : si bien qu'on peut affirmer que ce n'est point 54,000 maisons, mais plus de 150,000 foyers nouveaux qu'a produits, en réalité, ce magnifique mouvement.

Il convient de le reconnaître cependant, tout cet effort n'a profité qu'à une élite ouvrière. La masse des ouvriers n'a pas bénéficié de la loi; des légions d'autres travailleurs modestes, notamment les artisans et les employés, sont restés en dehors de son action. D'autre part, si les sociétés de crédit, intermédiaires entre la Caisse générale d'épargne et de retraite et les particuliers, ont obtenu un grand succès, les sociétés de construction n'ont pas pris l'essor espéré.

Une expérience de vingt-trois années a mis en plein relief, en même temps que la grandeur du problème, l'insuffisance des solutions actuelles.

H

Pour aider la généralité des familles peu aisées à se pourvoir d'un logement suffisant, agréable et sain, et leur procurer ainsi la part de bien-être et de satisfactions intimes que l'on souhaite à chacun dans une société bien organisée, des institutions nouvelles sont nécessaires.

Le discours du Trône du 8 novembre 1910 annonça ce développement et le Gouvernement l'inscrivit en tête de son programme de réalisations urgentes. Une commission fut instituée par arrêté royal du 6 juillet 1912 et travailla sans relâche; elle a terminé l'examen de la première partie du programme qui lui avait été tracé, et ses conclusions forment la base du projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux Chambres.

Le régime de la loi de 1889 et le mécanisme qu'elle gouverne sont maintenus.

C'est, on le sait, la Caisse générale d'épargne et de retraite qui est le pivot financier de la diffusion des habitations ouvrières; autour d'elle, les sociétés locales ou régionales de crédit agissent comme des canaux de distribution des fonds à prêter aux ouvriers pour acheter ou construire; les comités de patronage s'enquièrent des nécessités de l'habitation populaire dans leur ressort, provoquent les initiatives, surveillent les logements sous le rapport de l'hygiène, concourent de diverses manières à l'exécution de la loi.

Toute cette organisation continuera de fonctionner. L'intervention de la Caisse d'épargne pourra même s'étendre — grâce à des avances du Trésor public jointes, au besoin, à ses disponibilités — au delà de l'espèce restreinte d'habitations à laquelle s'appliquent les institutions actuelles.

Il s'agit aujourd'hui de multiplier plus rapidement les habitations et logements à bon marché envisagés dans une acception beaucoup plus large, à l'intention de toutes les personnes peu aisées, sans distinction de profession, comme aussi de faciliter à un plus grand nombre l'acquisition de la propriété du logis par des moyens analogues à ceux établis jusqu'ici en faveur des ouvriers seuls.

Un programme ainsi élargi soulève à nouveau le problème financier.

Si, malgré l'activité croissante des sociétés de crédit pour habitations ouvrières et le perfectionnement graduel de la technique administrative sur ce terrain circonscrit, une lenteur relative affecte maintenant l'expansion de l'œuvre, la cause principale en est dans la difficulté d'obtenir de nouveaux capitaux, la Caisse d'épargne, bailleresse de fonds, ayant atteint la limite de ses possibilités financières.

L'intervention du Trésor public s'impose, et il a paru à la commission et au Gouvernement que le meilleur moyen de la mettre en pratique est de créer un organisme central, superposé aux institutions locales ou régionales déjà existantes et à celles qui devront s'y joindre pour l'exécution du plan amplifié.

Le succès éclatant obtenu, dans un champ d'action économique, par la société nationale des chemins de fer vicinaux, permet de fonder de grands

espoirs sur une institution à certains égards analogue, adaptée à la constitution du patrimoine national des habitations à bon marché.

La Société nationale projetée apparaît à la fois comme le point de départ nécessaire d'un mouvement puissant, et comme la source, renouvelée sans cesse, de l'alimentation financière des organismes chargés de l'action locale.

Elle a pour mission première d'étudier les besoins des différentes régions, d'y provoquer la fondation de sociétés de construction ou de crédit, dans la forme qui convient aux exigences diverses des lieux. Dès que l'initiative des particuliers, avec le concours des administrations locales, le cas échéant, se sera manifestée, et qu'on aura réuni les souscriptions suffisantes pour constituer une société locale ou régionale, l'État, sur la demande des fondateurs et l'avis favorable de la Société nationale, pourra souscrire jusqu'à 25 % du capital. C'est l'encouragement pratique par excellence, consacré, du reste, par notre droit public en beaucoup de domaines.

Les administrations publiques subordonnées n'ont pas pris dans l'œuvre des habitations ouvrières la part que le législateur de 1889 avait escomptée : à cette quasi-abstention paraît dû l'insuccès relatif des sociétés de construction. Le concours financier et les moyens nouveaux que le projet de loi promet, de la part de l'État, à une œuvre intéressant désormais des catégories beaucoup plus nombreuses d'individus, aiguillonneront vivement, on n'en peut douter, la bonne volonté des pouvoirs locaux et des établissements publics. Aucune mesure de contrainte n'a paru nécessaire à l'égard des communes; mais une obligation modérée peut être imposée, dans certains cas, aux établissements publics charitables qui possèdent des ressources suffisantes.

Pour des raisons d'ordre général et afin d'éviter des concurrences inutiles et même nuisibles, le projet réserve les avantages du régime aux sociétés locales ou régionales qui, sur la proposition de la Société nationale, obtiendront l'agrément du Gouvernement.

Voici une société agréée en activité. Les actionnaires ont versé un dixième de leur souscription pour les premiers frais; les opérations marchent, la société a besoin d'argent. Elle s'adresse à la Société nationale et lui remet les annuités souscrites par les pouvoirs publics — État, province, communes, bureaux de bienfaisance ou hospices — pour la libération des neu dixièmes de leurs actions. La Société nationale capitalise ces annuités, réalisant les fonds nécessaires à cette fin par l'émission d'obligations avalisées par l'État; elle procure ainsi à la société agréée de quoi construire, de quoi prêter à ses clients.

Plus tard, ayant épuisé les fonds provenant de son capital, la société agréée a besoin de nouvelles ressources pour continuer ses opérations; elle peut alors obtenir de la Société nationale des avances susceptibles de se répéter à mesure des besoins : c'est l'encouragement renouvelé à chaque étape, l'effort récompensé à chaque succès.

Ainsi, par un ingénieux système de collaboration intime entre l'organisme local et l'institution centrale, l'œuvre de l'habitation et du logement à bon marché pourra réaliser méthodiquement des progrès sûrs et rapides dans toutes les régions du pays.

En vue des avances dont il vient d'être parlé, le projet de loi ouvre un large crédit à la caisse de l'État. Comme première mesure, ce crédit est fixé à 400 millions. Ce capital sera mis à la disposition de la Société nationale par tranches annuelles qui seront inscrites au Budget extraordinaire.

Puisque le système des avances de la Caisse d'épargne a satisfait les sociétés d'habitations ouvrières, on peut espérer qu'un système analogue pratiqué par la Société nationale donnera pleine satisfaction aux sociétés de demain qui surgiront sur tous les points du pays, à la campagne comme dans les agglomérations urbaines et industrielles. Et de même qu'au cours de ces dernières années, avec des ressources relativement restreintes, les sociétés d'habitations ouvrières ont pu mettre sur pied un édifice déjà si remarquable, de même on peut affirmer que sous le régime nouveau, avec des ressources presque illimitées, les sociétés d'habitations à bon marché, anciennes et nouvelles, seront à même de pourvoir à tous les besoins sociaux qui étaient restés en dehors du programme de 1889.

La condition fondamentale du succès réside dans l'avance des capitaux à un taux d'intérêt réduit ; le projet de loi renferme une série de dispositions conçues dans ce dessein. C'est d'abord le taux de 3 % fixé pour le calcul des annuités à souscrire par les pouvoirs publics pour la libération de leurs actions dans les sociétés agréées ; c'est, en second lieu, la fixation annuelle, par la loi, de l'intérêt des avances du Trésor public, disposition qui assure, en tout temps, l'adoption du taux le plus bas autorisé par l'état du marché financier ; c'est enfin l'allocation annuelle à la Société nationale d'un subside égal à la différence entre les annuités capitalisées par elle et la charge de ses obligations.

Ce subside est, si l'on veut, la part d'intervention gratuite de l'État dans l'œuvre des habitations et logements à bon marché.

Qui pourrait songer à blâmer cette intervention à fonds perdus ? Parmi les institutions dites de prévoyance sociale, le foyer salubre n'est-il pas au premier rang ? Que de maux physiques et moraux n'est-il pas destiné à épargner aux classes laborieuses et à la société tout entière ? Si, par ailleurs, l'on songe que le grand effort financier en faveur des habitations ouvrières a été supporté depuis vingt-trois ans par les fonds d'épargne provenant en majeure partie de l'économie populaire, qui s'opposerait maintenant à une participation modérée du budget de tous, alimenté principalement par les classes aisées ?

La Société nationale est revêtue, par le projet de loi, du vêtement juri-

dique approprié à son rôle défini plus haut. Elle a le caractère civil, mais elle revêt la forme de la société anonyme; elle jouit des avantages d'une société commerciale, notamment de la personnification civile; elle peut recevoir des dons et des legs, sous la condition de l'approbation par arrêté royal, condition destinée à sauvegarder éventuellement l'intérêt des familles.

Son capital est variable. Il est formé par l'État, les provinces et les sociétés agréées; l'intervention de celles-ci se justifie par la communauté du but et de l'action.

Les communes et les établissements publics de bienfaisance, de leur côté, entreront, avec les particuliers, dans les sociétés locales ou régionales. Celles-ci sont placées sous le même régime légal que la Société nationale, sauf qu'elles peuvent prendre la forme anonyme ou la forme coopérative.

Ainsi constitué et armé, l'organisme nouveau commencera ses opérations non plus sur le champ restreint de l'habitation ouvrière, mais sur le champ élargi de l'habitation à bon marché.

La loi et les institutions nouvelles ne s'appliqueront plus seulement aux ouvriers, mais aussi aux employés et, en général, à tout citoyen, homme ou femme, qui se trouvera dans la condition modeste prévue par l'esprit de la loi et délimitée aussi précisément que possible par son texte.

La notion de l'habitation à bon marché est définie de manière à pourvoir à la diversité des situations. Elle comprend l'habitation collective à logements multiples comme l'habitation de famille, la cité-jardin, l'hôtellerie populaire; elle s'étend au jardin dépendant de la maison et même au lopin de terre qui en forme le complément, quoique séparé quelquefois par une certaine distance, aux dépendances servant à l'exercice du métier de l'occupant ou à la tenue d'une basse-cour, etc.

Les familles nombreuses, ces réserves du capital vivant du pays, trouveront dans le projet de loi deux dispositions de faveur: la participation des pouvoirs publics et des établissements de bienfaisance aux sociétés agréées pourra être subordonnée à la condition qu'une partie des habitations ou logements seront concédés ou loués de préférence aux familles nombreuses; d'autre part, les bureaux de bienfaisance sont autorisés à verser directement à ces sociétés une partie du loyer correspondant au secours qui serait octroyé à la famille nécessiteuse pour le besoin de son logement.

L'œuvre tendant à multiplier les habitations et logements salubres et à les mettre à portée du grand nombre, ne serait pas complète sans la guerre au taudis.

Jusqu'ici trois sortes de mesures ont été employées contre les logis malsains.

C'est d'abord l'enquête permanente de certains corps officiels, parmi lesquels il convient de citer, à côté des commissions médicales, les comités de patronage des habitations ouvrières: en signalant à l'autorité les horreurs des impasses et des ruelles, ces corps ont contribué pour une large part au

mouvement d'opinion publique qui aboutit aux présentes dispositions législatives. A leur action si méritoire viendra s'ajouter celle de la Société nationale qui, de par sa mission, constituera un vaste répertoire des habitations et logements à bon marché, point de départ d'un office central de renseignements à la disposition du public.

Le deuxième remède à l'insalubrité repose dans les pouvoirs de police qui appartiennent à l'autorité communale et spécialement au bourgmestre. Mais, il faut l'avouer, dans les communes trop peu nombreuses qui ont fait des règlements, il n'y a guère, en général, de contrôle suivi pour en surveiller efficacement l'application. L'exercice du pouvoir du bourgmestre échappe au contrôle et au recours; on connaît, d'ailleurs, la difficulté de cette tâche et la quasi-impossibilité de réaliser l'espoir placé en son action.

Le projet de loi sur l'hygiène publique déposé par le Gouvernement au cours de la session dernière renfermait la disposition que voici : « Le Gouvernement est autorisé à prescrire, par voie de règlements généraux et » après avoir pris l'avis de l'Académie royale de médecine et du Conseil » supérieur d'hygiène, les mesures de prophylaxie et d'assainissement » nécessaires pour assurer la salubrité des habitations privées ou collectives » et de leurs dépendances, notamment en ce qui concerne l'alimentation » en eau potable et l'évacuation des matières et eaux usées. » L'avis de la Société nationale des habitations et logements à bon marché pourra aussi être utilement requis. De plus, il sera institué une inspection, armée des pouvoirs suffisants, qui sera chargée de surveiller l'exécution des règlements.

Le troisième remède à l'insalubrité des habitations, c'est l'expropriation pour cause d'utilité publique. Les lois du 1^{er} juillet 1858 et du 15 novembre 1867 sur l'expropriation par zones ont donné aux communes un droit d'initiative en cette matière. Lorsqu'il s'agit d'un ensemble de travaux ayant pour objet d'assainir et d'améliorer, en totalité ou en partie, un ancien quartier, ou de construire un quartier nouveau, le Gouvernement peut, à la demande du conseil communal, autoriser l'expropriation de tous les terrains destinés aux voies de communication et à d'autres usages ou services publics, ainsi qu'aux constructions comprises dans le plan général des travaux projetés. L'expérience a montré que, si ces lois ont produit d'excellents effets au point de vue de l'assainissement des villes et de leur beauté, elles ont abouti bien des fois à l'expulsion des familles ouvrières, réduites à se réfugier dans d'autres quartiers non moins insalubres, ou bien à s'éloigner trop de leur centre de travail.

Quoi qu'il en soit, les enquêtes attestent que l'habitation insalubre pullule dans nos agglomérations, surtout dans les grandes villes. Aussi le Gouvernement, d'accord avec la commission, estime-t-il opportun de mettre en jeu une nouvelle initiative. A défaut d'action de la commune, la Société nationale pourra proposer l'expropriation des habitations insalubres, après avoir pris l'avis de la commune et du comité de patronage. Un arrêté royal pourra décider l'expropriation par les soins de la société locale ou régionale des habitations à bon marché.

Afin de parer aux abus de la spéculation, particulièrement odieuse en ces matières, et suivant l'exemple des législations étrangères, le projet de loi stipule que, dans la fixation de l'indemnité d'expropriation, il sera tenu compte de la somme qui serait nécessaire pour la remise en état d'habitabilité. Cette disposition est conforme au sens précis de la Constitution.

L'action parallèle de la Caisse d'épargne et de la Société nationale dans l'œuvre des sociétés de crédit s'explique à la fois par le désir des sociétés d'habitations ouvrières actuellement en activité, de rester en contact avec la Caisse d'épargne, et par la difficulté de transférer à la Société nationale les services administratifs organisés par la Caisse d'épargne. Comme le terrain d'activité de chacune des deux institutions est suffisamment délimité, aucun conflit sérieux n'est à craindre; le Gouvernement prendra, d'ailleurs, des mesures pour que l'harmonie règne entre elles pour le plus grand bien de l'œuvre commune.

*
* * *

Le projet de loi renferme, au chapitre IV, trois séries de dispositions fiscales.

La première série (art. 18 à 22) concerne la constitution et les moyens généraux de fonctionnement de la Société nationale et des sociétés agréées. Le projet affranchit des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et des frais de publication par le *Moniteur belge*, les statuts des sociétés, leurs registres, les actes relatifs à leur administration intérieure, etc. Les actions et obligations de la Société nationale, les titres d'annuités représentant les souscriptions des pouvoirs publics dans les sociétés agréées, les actes d'affectation de ces titres au profit de la Société nationale, sont également exemptés du timbre. Les actions et obligations des sociétés agréées, ainsi que leurs reconnaissances de prêt ou d'avance d'argent, ne sont assujetties qu'au droit de timbre minime établi pour les sociétés actuelles d'habitations ouvrières.

La seconde série de dispositions (art. 24) s'applique aux actes constitutifs du fonds immobilier des sociétés agréées :

Leurs acquisitions de propriétés bâties ou non bâties destinées à être vendues ou louées à leurs clients, bénéficieront d'une réduction de moitié — à une minime fraction près — des droits d'enregistrement et de transcription. Pareille réduction est accordée pour les actes relatifs aux prêts et ouvertures de crédit faits aux sociétés agréées — par la Société nationale et, éventuellement, par d'autres bailleurs de fonds — et pour les quittances de sommes dues par elles du chef de leurs acquisitions immobilières et de leurs emprunts. Les diverses opérations de cette catégorie ne donneront lieu, le plus souvent, qu'à des actes sous signature privée; ceux-ci, on le sait, ne sont obligatoirement assujettis à l'enregistrement que lorsqu'il doit en être fait un usage public, notamment en justice ou à l'occasion d'un acte authentique (art. 23 de la loi du 22 frimaire an VII).

Ce tarif réduit, au profit des sociétés agréées, sera appliqué d'emblée, dès

l'enregistrement des actes, la présomption étant que la société agréée contracte dans la sphère qui lui est assignée par la loi. Il va sans dire, d'ailleurs, que si elle s'en écartait dans un cas donné, l'acte serait assujéti au tarif de droit commun.

Il est nécessaire de stipuler aussi à l'égard des sociétés d'habitations ouvrières qui, sans se placer entièrement sous le nouveau régime, étendront leurs opérations à des personnes autres que les ouvriers. L'article 28, tout en maintenant d'une manière implicite les dégrèvements fiscaux qui leur sont actuellement accordés, en élargit l'application à la mesure de leurs opérations nouvelles.

Enfin, la troisième série de dispositions (art. 26 à 29) intéresse les particuliers qui se rendent propriétaires d'une habitation à bon marché. Le projet leur accorde aussi la réduction de moitié qui vient d'être mentionnée, soit qu'ils achètent ou empruntent à une société agréée, soit qu'ils contractent avec d'autres personnes : c'est le régime qui existe à présent pour les ouvriers, de par la loi de 1889, et le tarif de faveur proposé correspond aussi à celui qui est appliqué aux acquéreurs de petites propriétés rurales par la loi du 21 mai 1897.

Mais ici, dans un but d'ordre et à raison des nécessités du contrôle, le projet veut qu'au moment de l'enregistrement des actes, les droits ordinaires soient perçus. Le dégrèvement fiscal, en effet, est subordonné à la condition que le particulier intéressé occupe personnellement, dans un délai déterminé, la maison qu'il achète ou qu'il va construire.

Il ne suffit même pas, dans l'esprit de la loi, que l'intéressé occupe déjà, à l'époque du contrat, l'immeuble qu'il achète : il faut qu'il le conserve et continue de l'occuper ; le fait de le revendre ou de le louer peu de temps après l'acquisition doit entraîner la privation du dégrèvement fiscal. Logiquement donc, l'application des droits réduits ne doit avoir lieu que dès le moment où il est justifié de l'existence de la condition d'occupation personnelle, pendant le temps voulu, par l'acquéreur. Le texte ajoute : « son conjoint ou son héritier », afin de conserver le bénéfice du tarif réduit à la famille en cas de mort de son chef.

L'application de ce tarif aura donc lieu par voie de restitution après les délais fixés : une année, s'il s'agit de l'achat d'une maison ; dix-huit mois, s'il s'agit d'un terrain à bâtir. Si le particulier a traité avec une société agréée et que celle-ci, ayant fait l'avance des droits, soit en compte avec son client, — ce sera, sans doute, le cas le plus fréquent — c'est la société qui touchera le remboursement.

L'article 30 du projet a pour effet de soumettre au même système pratique les ouvriers qui, par la suite, contracteront avec les sociétés d'habitations ouvrières régies par les lois de 1889 et de 1892. S'il en résulte, d'une part, un certain désavantage à raison de l'avance de la moitié des droits jusqu'au jour de l'application du tarif réduit, ce léger inconvénient sera largement compensé par l'abolition des difficultés et des contestations sans nombre auxquelles donnent lieu, dans le système actuel, les réclamations

fiscales postérieures à l'enregistrement de l'acte : réclamations basées tantôt sur l'erreur commise, à l'époque de l'opération, dans l'attestation de la qualité d'ouvrier, tantôt sur un changement ultérieur de condition, notamment par suite de l'établissement d'un commerce, sur le fait que l'intéressé n'habite pas la maison ou qu'il en loue une trop grande partie, etc.

Le projet abroge l'article 13 de la loi du 9 août 1889, qui accordait aux sociétés d'habitations ouvrières et aux ouvriers la faculté de payer en cinq termes annuels les droits dus sur leurs acquisitions immobilières. Cette disposition fut empruntée à la loi du 12 août 1862, la première qui ait été portée sur la matière. Le nombre infinitésimal des cas d'usage de cette faculté montre que, depuis 1889, les sociétés et leurs clients n'y ont attaché aucun prix. Il semble inutile d'insister sur les inconvénients qu'elle est de nature à engendrer.

En droit commun, toute action en restitution de droits d'enregistrement, de transcription, etc., est prescrite après un délai de deux années. Pour des raisons d'ordre pratique qui se dégagent de l'essence même de la matière actuelle, le projet fixe le délai à une année à partir de l'époque où l'action en restitution est ouverte.

*
* *

Tout en décrétant de nouvelles mesures aux fins de favoriser la construction d'immeubles destinés à être loués, le projet de loi soumis à vos délibérations, Messieurs, serre de plus près encore le but principal qu'envisageait le législateur de 1889 : faciliter à nos concitoyens de condition modeste l'acquisition en propriété du foyer familial. La situation du pays, au point de vue du logement à bon marché sous l'une ou l'autre modalité — propriété ou location, — subit une évolution considérable : il suffit de signaler à cet égard la création de nouveaux centres industriels, notamment dans les régions jusqu'ici rurales de la Campine.

Ce projet semble donc bien venir à son heure pour aider à la réalisation d'un progrès social de plus en plus urgent. Son caractère national est de nature à rallier la bonne volonté de tous ceux qui veulent l'amélioration progressive du sort des classes laborieuses. Grâce aux institutions nouvelles, à la collaboration des pouvoirs locaux, au concours assuré des hommes déjà voués à l'œuvre des habitations ouvrières, nous pouvons nourrir l'espoir de marcher rapidement vers la solution intégrale du grand problème de l'habitation à bon marché dans tout le pays. Chaque année amènera, dans des milliers de foyers belges, un facteur nécessaire de dignité, de bien-être, de santé physique et morale.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Projet de loi concernant les habitations et logements à bon marché.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

Société nationale des habitations et logements à bon marché; sociétés locales et régionales. — Intervention financière de l'État.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi à Bruxelles une Société nationale des habitations et logements à bon marché.

Elle a pour objet :

1° De provoquer la création de sociétés locales ou régionales d'habitations et logements à bon marché;

2° De faire des avances de fonds à ces sociétés.

ART. 2.

Sont considérés comme habitations ou logements à bon marché, tant dans

Wetsontwerp betreffende de goedkope woningen en woonvertrekken.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers ter overweging aanbieden een wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

HOOFDSTUK EÉN.

Nationale Maatschappij der goedkope woningen en woonvertrekken; plaatselijke en gewestelijke maatschappijen. — Geldelijke tussenkomst van den Staat.

ARTIKEL EÉN.

Te Brussel wordt eene Nationale Maatschappij der goedkope woningen en woonvertrekken gevestigd.

Zij heeft ten doel :

1° De oprichting van plaatselijke of gewestelijke maatschappijen van goedkope woningen of woonvertrekken uit te lokken;

2° Aan deze maatschappijen gelden voor te schieten.

ART. 2.

Worden beschouwd als goedkope woningen of woonvertrekken, zoowel

les agglomérations urbaines et leurs faubourgs ou banlieue que dans les régions rurales, à condition d'être destinés exclusivement à des personnes peu aisées :

1° Les immeubles appropriés au logement d'une famille, y compris le jardin, le lopin de terre et autres dépendances de la maison, pour autant que le loyer annuel ou le revenu cadastral ne dépasse pas un maximum fixé, suivant les localités ou régions, par un arrêté royal pris sur l'avis de la Société nationale ;

2° Les immeubles aménagés pour le logement de plusieurs familles ou de plusieurs personnes vivant seules, y compris les cités-jardins qui en dépendent, pour autant que le loyer d'aucun des appartements ne dépasse un maximum fixé comme il est dit au numéro précédent ;

3° Les immeubles, tels que dortoirs publics et hotelleries populaires, affectés à des logements passagers en commun.

ART. 3.

Pour l'application de la présente loi, sont réputées personnes peu aisées, sauf preuve contraire :

1° Les ouvriers en général ;

2° Les employés dont les appointements ne dépassent pas un maximum établi par le Gouvernement ;

3° Toutes personnes dont les impositions directes au profit de l'État ne dépassent pas un maximum établi par le Gouvernement.

Ces maximums sont fixés par arrêté

in de kom der steden en in hunne voorsteden of omgeving, als ten platten lande, mits tot minvermogende personen bestemd te zijn :

1° De onroerende goederen geschikt tot huisvesting van een gezin, met inbegrip vanden tuin, het stukje land en de andere aanhoorigheden van het huis, voor zoover de jaarlijksche huur of de kadastrale opbrengst niet een maximum overtreft, bepaald, volgens de localiteiten of gewesten, door een koninklijk besluit genomen op het advies der Nationale Maatschappij ;

2° De tot huisvesting van meerdere gezinnen of van meerdere alleen levende personen ingerichte onroerende goederen, met inbegrip van de daarbij behorende tuin-wijken, voor zoover de huur van geen der vertrekken een maximum overtreft, bepaald zooals onder het voorgaande nummer vermeld is ;

3° De onroerende goederen, zooals openbare slaapzalen en volkslogementen, gebruikt tot tijdelijk gemeenschappelijke huisvesting.

ART. 3.

Voor de toepassing dezer wet worden, behoudens bewijs van het tegendeel, als minvermogende personen aangemerkt :

1° De arbeiders in 't algemeen ;

2° De beambten wier bezoldiging een door de Regeering vastgesteld maximum niet overtreft ;

3° Alle personen wier rechtstreeksche belastingen ten voordeele van den Staat een door de Regeering vastgesteld maximum niet overtreffen.

Die maxima worden, op advies der

royal, sur l'avis de la Société nationale, suivant les localités ou régions.

ART. 4.

Sont seuls admis à souscrire des actions de la Société nationale, l'État, les provinces et les sociétés locales ou régionales agréées en vertu de la présente loi.

La Société nationale prend, sans perdre son caractère civil, la forme des sociétés anonymes.

Son capital est variable.

Ses statuts sont approuvés par arrêté royal.

ART. 5.

Sur la proposition de la Société nationale, un arrêté royal accorde l'agrément aux sociétés locales ou régionales, établies dans un but d'intérêt social, qui ont pour objet exclusif : 1° soit l'achat, la construction, l'amélioration, la vente et la location d'habitations et logements à bon marché, l'achat de terrains destinés à être aménagés ou à être revendus en vue de la construction de ces habitations et logements ; 2° soit des prêts en vue de l'achat, de la construction, de l'amélioration ou du dégrèvement des mêmes habitations ou logements.

Sont admis à souscrire des actions de ces sociétés, l'État, les provinces, les communes, les établissements de bienfaisance et les particuliers.

La participation des pouvoirs et établissements publics peut être subor-

Nationale Maatschappij, bij koninklijk besluit bepaald volgens de localiteiten of gewesten.

ART. 4.

Worden alleen tot inschrijving op aandelen der Nationale Maatschappij toegelaten, de Staat, de provinciën en de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen, die krachtens deze wet aangenomen zijn.

De Nationale Maatschappij neemt, zonder haar burgerlijk karakter te verliezen, den vorm der naamlooze vennootschappen aan.

Haar kapitaal is veranderlijk.

Hare statuten worden bij koninklijk besluit goedgekeurd.

ART. 5.

Op het voorstel der Nationale Maatschappij verleent een koninklijk besluit de agreatie aan de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen opgericht met een doeleinde van maatschappelijk belang, welke uitsluitend tot onderwerph hebben : 1° hetzij den aankoop, den bouw, de verbetering, den verkoop en de huur van goedkoope woningen en woonvertrekken, den aankoop van gronden bestemd om te worden ingericht of om te worden voortverkocht, met het oog op den bouw dezer woningen en woonvertrekken ; 2° hetzij leeningen met het oog op den aankoop, den bouw, de verbetering of de ontslating derzelfde woningen en woonvertrekken.

Worden tot inschrijving op aandelen dezer maatschappijen toegelaten, de Staat, de provinciën, de gemeenten, de instellingen van weldadigheid en de particulieren.

De deelneming der overheid en openbare instellingen mag afhankelijk wor-

donnée à la condition qu'une partie des habitations et logements seront loués ou concédés de préférence aux familles nombreuses.

Les sociétés locales ou régionales prennent, sans perdre leur caractère civil, la forme des sociétés anonymes ou des sociétés coopératives.

ART. 6.

La Société nationale et les sociétés agréées possèdent la personnification civile.

Elles peuvent être autorisées par arrêté royal à recevoir des dons et des legs.

Les lois sur les sociétés commerciales leur sont applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi.

ART. 7.

A la demande des fondateurs d'une société locale ou régionale en formation, le Gouvernement est autorisé à souscrire un quart du capital au plus.

Au delà du dixième du montant de leurs actions, l'État, les provinces, les communes et les établissements de bienfaisance peuvent se libérer de leur souscription en soixante-six annuités égales, calculées à un taux qui ne pourra être inférieur à 3 %.

Les établissements de bienfaisance peuvent faire la totalité ou une partie de leur apport en immeubles.

ART. 8.

Le Gouvernement est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions

den gesteld van de voorwaarde, dat een deel der woningen en woonvertrekken bij voorkeur aan de talrijke gezinnen worden in huur gegeven of geconcedeerd.

De plaatselijke of gewestelijke maatschappijen nemen, zonder haar burgerlijk karakter te verliezen, den vorm der naamlooze vennootschappen of der samenwerkende vennootschappen aan.

ART. 6.

De Nationale Maatschappij en de aangenomen maatschappijen bezitten rechtspersoonlijkheid.

Bij koninklijk besluit kan hun machtiging worden verleend om giften en legaten te ontvangen.

De wetten, op de vennootschappen van koophandel zijn op haar toepasselijk voor zoover bij deze wet daarvan niet wordt afgeweken.

ART. 7.

Op verzoek der oprichters eener in wording zijnde plaatselijke of gewestelijke maatschappij, is de Regeering gemachtigd ten hoogste voor een vierde van het kapitaal in te schrijven.

Boven het tiende van het bedrag hunner aandeelen kunnen de Staat, de provinciën, de gemeenten en de instellingen van weldadigheid hunne inschrijving voldoen door zes en zestig gelijke annuïteiten, berekend tegen eenen rentevoet die niet minder dan 3 % mag zijn.

De inbreng der instellingen van weldadigheid mag gansch of gedeeltelijk in onroerende goederen gedaan worden.

ART. 8.

De Regeering is gemachtigd om in de door haar bepaalde voorwaarden tegen-

qu'il détermine, l'intérêt et l'amortissement des obligations à émettre par la Société nationale, en représentation des annuités visées à l'article 7, capitalisées par elle.

ART. 9.

L'État allouera chaque année à la Société nationale un subside égal à la différence entre les annuités visées à l'article 7 et les annuités remboursant le capital nominal des obligations émises.

Ce capital nominal sera augmenté des frais d'émission.

ART. 10.

Un capital actuellement fixé à 100 millions de francs sera mis par le Gouvernement à la disposition de la Société nationale, à mesure des besoins, en vue des avances à faire par elle aux sociétés agréées.

Le crédit annuel nécessaire à cette fin sera porté au budget de l'État.

La Société nationale paiera à l'État un intérêt dont le taux sera fixé annuellement par la loi budgétaire.

CHAPITRE II.

Caisse générale d'épargne et de retraite.

ART. 11.

La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à étendre les opérations prévues par la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières aux personnes visées aux numéros 2 et 3 de l'article 3 de la présente loi.

over de derden de rente en de aflossing te waarborgen der schuldbrieven door de Nationale Maatschappij uit te geven ter vertegenwoordiging van de tot kapitaal gebrachte annuïteiten bedoeld onder artikel 7.

ART. 9.

Telken jare verleent de Staat aan de Nationale Maatschappij eene toelage gelijk aan het verschil tusschen de onder artikel 7 bedoelde annuïteiten en de annuïteiten die het naamkapitaal der uitgegeven schuldbrieven aflossen.

Dit naamkapitaal wordt met de kosten van uitgifte verhoogd.

ART. 10.

Een kapitaal thans gesteld op 100 miljoen frank wordt door de Regeering, naar gelang der behoeften, ter beschikking van de Nationale Maatschappij gesteld, met het oog op de voorschotten door haar aan de aangenomen maatschappijen te doen.

Het daartoe benodigd jaarlijks krediet wordt op de Staatsbegrooting uitgetrokken.

De Nationale Maatschappij betaalt den Staat eene rente waarvan de percentage jaarlijks door de begrotingswet wordt bepaald.

HOOFDSTUK II.

Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

ART. 11.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas is gemachtigd om de verrichtingen, voorzien bij de wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen, uit te strekken tot de personen bedoeld onder nummers 2 en 3 van artikel 3 dezer wet.

Le Gouvernement pourra mettre à la disposition de la dite Caisse des fonds destinés à parfaire les prêts qu'elle consent, au moyen de ses fonds disponibles, en exécution de la loi du 9 août 1889.

Les prêts ainsi faits pour le compte de l'État seront soumis aux mêmes conditions que ceux consentis par la Caisse au moyen de ses propres fonds.

CHAPITRE III.

Expropriation des habitations insalubres. — Établissements de bienfaisance. — Dispositions diverses.

Art. 12.

A défaut des communes, les sociétés de construction agréées peuvent, en vertu d'un arrêté royal décrétant l'utilité publique, exproprier les habitations insalubres, en se conformant aux dispositions des lois des 17 avril 1835, 1^{er} juillet 1858, 13 novembre 1867, 27 mai 1870 et 9 septembre 1907.

L'utilité publique est décrétée sur la proposition de la Société nationale, le conseil communal et le comité de patronage du ressort entendus.

Dans la fixation de l'indemnité à allouer aux propriétaires des habitations insalubres expropriées, il est tenu compte de la somme qui serait nécessaire pour la remise en état d'habitabilité.

La société expropriante affecte à la construction d'habitations à bon marché, soit les immeubles expropriés, soit d'autres immeubles équivalents et également bien situés, à moins que l'ar-

De Regeering kan ten behoeve van gemelde Kas gelden beschikbaar stellen bestemd om de leeningen aan te vullen waarin deze door middel harer beschikbare fondsen, in uitvoering der wet van 9 Augustus 1889, bewilligt.

De in dier voege voor rekening van den Staat gedane leeningen zijn onderworpen aan dezelfde voorwaarden als die waarin de Kas door middel harer eigen middelen bewilligd heeft.

HOOFDSTUK III.

Onteigening der ongezonde woningen. — Instellingen van weldadigheid. — Verschillende bepalingen.

Art. 12.

Bij ontstentenis der gemeenten, kunnen de bouwmaatschappijen, krachtens een koninklijk besluit, waarbij het algemeen nut wordt gedecreteerd, de ongezonde woningen onteigenen, met inachtneming van de bepalingen der wetten van 17 April 1835, 1^o Juli 1858, 15 November 1867, 27 Mei 1870 en 9 September 1907.

Het algemeen nut wordt gedecreteerd op voorstel der Nationale Maatschappij, de gemeenteraad en het beschermingscomité van het gebied gehoord.

Bij de bepaling der schadeloosstelling aan de eigenaars van de onteigende ongezonde woningen toe te kennen, wordt rekening gehouden met de som welke voor de bewoonbaarmaking benodigd zou zijn.

Tot den bouw van goedkope woningen worden door de maatschappij die onteigend ofwel de onteigende onroerende goederen, ofwel andere gelijkwaardige en even goed gelegen onroe-

rété royal autorisant l'expropriation ne l'en dispense.

rende goederen aangewend, ten ware het koninklijk besluit, waarbij de onteigening wordt toegelaten, haar daarvan ontheffing verleene.

ART. 13.

Le Gouvernement peut, après avoir entendu l'établissement public intéressé, le conseil communal et la députation permanente, obliger les bureaux de bienfaisance et les hospices à s'intéresser dans une société locale ou régionale, sans que chaque versement à faire en acquit de la souscription puisse dépasser un dixième du montant des revenus de l'établissement.

ART. 14.

Les bureaux de bienfaisance peuvent verser directement aux sociétés agréées qui louent des habitations ou des logements à bon marché aux familles nombreuses et nécessiteuses, la partie du loyer représentant le secours qui serait octroyé à ces indigents du chef de leur besoin de logement.

ART. 15.

Un règlement général, élaboré par la Société nationale et approuvé par arrêté royal, les comités de patronage entendus, détermine notamment les conditions relatives à la salubrité, à l'inspection, à la jouissance personnelle de l'immeuble et aux précautions à prendre contre la spéculation.

ART. 13.

De Regeering kan, na de belanghebbende openbare instelling, den gemeenteraad en de bestendige afvaardiging te hebben gehoord, de weldadigheidsbureelen en de godshuizen verplichten aan eene plaatselijke of gewestelijke maatschappij deel te nemen, zonder dat iedere storting, welke ter voldoening van de inschrijving te doen valt, een tiende van het bedrag van de inkomsten der instelling mag overschrijden.

ART. 14.

Door de weldadigheidsbureelen kan aan de aangenomen maatschappijen, die goedkoope woningen of woonvertrekken aan de talrijke en hulpbehoevende gezinnen verhuren, rechtstreeks worden uitgekeerd het gedeelte van de huur vertegenwoordigende den onderstand welke aan die onvermogenen, uit hoofde hunner behoefte aan huisvesting, zou worden verleend.

ART. 15.

Een algemeen reglement, opgemaakt door de Nationale Maatschappij en goedgekeurd bij koninklijk besluit, de beschermingscomiteiten gehoord, bepaalt onder meer de voorwaarden betreffende de gezondheid, het toezicht, het persoonlijk genot van het onroerend goed en de voorzorgen te nemen tegen winstbejag.

ART. 16.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes opérations de la Société nationale et, à cette fin, d'exiger tous états et renseignements.

Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qui serait contraire à la loi et aux statuts.

La Société nationale exerce les mêmes droits vis-à-vis des sociétés agréées.

ART. 17.

Chaque année, le Ministre des Finances dépose sur le bureau des Chambres législatives le bilan de la Société nationale pour l'exercice écoulé et le rapport du Conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires.

CHAPITRE IV.

Dispositions fiscales.

ART. 18.

Sont exempts du timbre :

L'acte constitutif de la Société nationale des habitations et logements à bon marché, ainsi que les actes portant modification des statuts; les procurations données par les fondateurs pour la constitution de la société et par les actionnaires pour leurs relations avec elle; les expéditions et extraits des mêmes actes; les registres d'actionnaires, les actions au porteur et les obligations émises par la société; tous les registres et pièces concernant exclusivement l'administration sociale; les affiches de la société.

ART. 16.

De Regeering heeft het recht op alle verrichtingen der Nationale Maatschappij toezicht te houden en, te dien einde, alle staten en inlichtingen te vorderen.

Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van den maatregel, die in strijd zou zijn met de wetten en met de statuten.

De Nationale Maatschappij oefent tegenover de aangenomen maatschappijen dezelfde rechten uit.

ART. 17.

Telken jare legt de Minister van Financiën op het bureel der Wetgevende Kamers neer de balans der Nationale Maatschappij over het afgelopen dienstjaar en het verslag van den Beheerraad waardoor de stand der zaken wordt kenbaar gemaakt.

HOOFDSTUK IV.

Fiskale bepalingen.

ART. 18.

Zijn van het zegel vrijgesteld :

De akte tot oprichting van de Nationale Maatschappij der goedkope woningen en woonvertrekken, alsmede de akten houdende wijziging van de statuten; de volmachten gegeven door de oprichters voor de totstandbrenging der maatschappij en door de aandeelhouders voor hunne betrekkingen met haar; de afschriften van en de uittreksels uit dezelfde akten; de registers van aandeelhouders, de aandeelen aan toonder en de schuldbrieven door de maatschappij uitgegeven; al de registers en bescheiden betreffende uitsluitend het maatschappelijk beheer; de plakbrieven der maatschappij.

Les actes mentionnés à l'alinéa précédent sont exempts de la formalité de l'enregistrement; les copies, expéditions ou extraits qui en sont délivrés sont exempts de tout droit ou émolument de greffe.

La publication, par la voie du *Moniteur belge* et de ses annexes, des actes concernant la société, est faite gratuitement.

ART. 19.

Sont exempts du timbre et enregistrés gratis, à moins qu'ils ne renferment des dispositions indépendantes assujetties au droit proportionnel d'enregistrement, les actes portant formation, modification, prorogation ou dissolution de sociétés locales ou régionales agréées qui ont pour objet exclusif : 1° soit l'achat, la construction, l'amélioration, la vente et la location d'habitations et logements à bon marché, l'achat de terrains destinés à être aménagés ou à être revendus en vue de la construction de ces habitations et logements; 2° soit des prêts en vue de l'achat, de la construction, de l'amélioration ou du dégrèvement des mêmes habitations et logements.

ART. 20.

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement :

1° Les actes sous signature privée, ne rentrant pas dans les termes de l'article 19, qui concernent exclusivement l'administration sociale, et les registres relatifs au même objet;

2° Les procurations données par les associés pour leurs relations avec la société;

De akten, in het vorig lid vermeld, zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie; de kopijen, afschriften of uittreksels, die daarvan worden uitgegeven, zijn vrijgesteld van alle griffie-recht of -emolument.

De bekendmaking, door middel van den *Moniteur belge* en van zijne bijlagen, der akten betreffende de maatschappij, geschiedt kosteloos.

ART. 19.

Zijn van het zegel vrijgesteld en worden kosteloos geregistreerd, tenzij daarin onafhankelijke bepalingen onderworpen aan het evenredig zegelrecht vervat waren, de akten houdende oprichting, wijziging, verlenging van den duur of ontbinding van aangenomen plaatselijke of gewestelijke maatschappijen, die uitsluitend ten doel hebben : 1° hetzij den aankoop, den bouw, de verbetering, den verkoop en de huur van goedkoope woningen en woonvertrekken, den aankoop van gronden bestemd om te worden ingericht of voortverkocht met het oog op den bouw dezer woningen en woonvertrekken; 2° hetzij leeningen met het oog op den aankoop, den bouw, de verbetering of de ontlasting derzelfde woningen en woonvertrekken.

ART. 20.

Zijn vrijgesteld van het zegel en van de formaliteit der registratie :

1° De onderhandsche akten, niet in de bewoordingen van artikel 19 vallende, die uitsluitend het maatschappelijk beheer betreffen en de registers aangaande hetzelfde onderwerp;

2° De volmachten door de deelgenooten gegeven voor hunne betrekkingen met de maatschappij;

3° Les titres d'annuités souscrits par l'État, les provinces, les communes et les établissements de bienfaisance, pour la libération de leurs actions dans les sociétés agréées, ainsi que les actes qui affectent ces annuités en gage au profit de la Société nationale.

ART. 21.

Sont exempts du timbre :

1° Les extraits, copies ou expéditions des actes désignés à l'article 19.

Ils sont également exempts de tout droit ou émoluments de greffe; leur publication par la voie du *Moniteur belge* et de ses annexes est faite gratuitement;

2° Les affiches des sociétés agréées.

ART. 22.

Le droit de timbre sur les actions et obligations émises par les sociétés agréées est fixé :

Pour celles de 50 francs et au-dessous, à 5 centimes;

Pour celles de plus de 50 francs jusqu'à 100 francs, à 10 centimes;

Pour celles de plus de 100 francs jusqu'à 200 francs, à 20 centimes;

Et ainsi de suite, à raison de 10 centimes par 100 francs, pour celles de plus de 200 jusqu'à 400 francs.

ART. 23.

Sont assujetties au timbre de dimension, les reconnaissances sous seing privé des prêts et avances faits aux sociétés agréées, à condition que l'acte ou le billet mentionne l'agrément de la société emprunteuse, avec indication de la date de l'arrêté royal.

3° De titels van annuïteiten door den Staat, de provinciën, de gemeenten en de instellingen van weldadigheid onderschreven tot aflossing hunner aandeelen in de aangenomen maatschappijen, alsmede de akten waardoor die annuïteiten ten voordeele van de Nationale Maatschappij worden verpand.

ART. 21.

Zijn van het zegel vrijgesteld :

1° De uittreksels, kopijen of afschriften van de akten aangeduid onder artikel 19. Zij zijn insgelijks vrijgesteld van alle griffierecht of -emolument; hare bekendmaking door middel van den *Moniteur* en van zijne bijlagen geschiedt kosteloos;

2° De plakbrieven van de aangenomen maatschappijen.

ART. 22.

Het zegelrecht op de aandeelen en schuldbrieven, door de aangenomen maatschappijen uitgegeven, is gesteld :

Voor die van 50 frank en minder, op 5 centiemen;

Voor die van meer dan 50 frank tot 100 frank, op 10 centiemen;

Voor die van meer dan 100 frank tot 200 frank, op 20 centiemen;

En zoo verder, op voet van 10 centiemen voor elke 100 frank, voor die van meer dan 200 tot 400 frank.

ART. 23.

Zijn onderworpen aan het formaatzegel, de onderhandsche bekentenissen van de leeningen en voorschotten aan de maatschappijen gedaan, mits de akte of het biljet de aanneming vermeldt van de ter leen nemende maatschappij, met aanduiding van den datum van het koninklijk besluit.

ART. 24.

Les droits d'enregistrement et de transcription pour les actes concernant les sociétés agréées et relatifs à leur objet légal, sont réduits aux taux ci-après :

1° Ventes d'immeubles aux sociétés agréées :

Droit d'enregistrement : fr. 2.70 %.

Droit de transcription : fr. 0.65 %;

2° Prêts et ouvertures de crédit faits aux mêmes sociétés :

Droit d'enregistrement : fr. 0.30 %, si les contrats sont faits pour une année au plus; fr. 0.65 %, s'ils sont faits pour plus d'une année.

La garantie fournie par un tiers ne donne lieu à aucun droit particulier;

3° Quittances de prix d'immeubles acquis par les sociétés agréées ou de charges grevant ces immeubles; quittances de remboursement de sommes prêtées ou avancées aux mêmes sociétés :

Droit d'enregistrement : fr. 0.30 %.

Dans tous les cas, l'acte énonce que l'opération est relative à l'objet légal de la société et mentionne l'agrément de celle-ci avec indication de la date de l'arrêté royal; à défaut, les droits sont perçus selon le tarif général.

ART. 25.

Les exemptions et réductions de droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et de greffe, ainsi que l'exemption des frais de publication, édictées par les articles 19 à 24, seront applicables aux sociétés d'habitations ouvrières, établies dans les termes de l'article 11 de la loi du 9 août 1889 ou de l'article 2 de celle du 30 juillet 1892,

ART. 24.

De rechten van registratie en van overschrijving voor de akten aangaande de aangenomen maatschappijen en betreffende haar wettelijk doel, worden tot het volgende bedrag verminderd :

1° Verkoopen van onroerende goederen aan de aangenomen maatschappijen :

Registratierecht : fr. 2.70 %;

Recht van overschrijving : fr. 0.65 %;

2° Leening en kredietsopeningen gedaan aan dezelfde maatschappijen :

Registratierecht : fr. 0.30 %; indien de contracten voor een jaar of meer zijn aangegaan; fr. 0.65 % indien zij voor meer dan een jaar zijn aangegaan. De zekerheid door eenen derde gesteld geeft tot geen bijzonder recht aanleiding;

3° Kwijtschriften van prijzen van onroerende goederen aangekocht door de aangenomen maatschappijen en van lasten welke deze goederen bezwaren; kwijtschriften van aan dezelfde maatschappijen ter leen verstrekte of voorgeschoten sommen :

Registratierecht : fr. 0.30 %.

In elk geval drukt de akte uit dat de verrichting betrekking heeft op het wettelijk doel der maatschappij en vermeldt dezer aanneming met aanduiding van den datum van het koninklijk besluit; bij gebreke, worden de rechten volgens het algemeen tarief geheven.

ART. 25.

De vrijstellingen en verminderingen van rechten van zegel, van registratie, van overschrijving en van griffie, alsmede de vrijstelling van de kosten van bekendmaking, vastgesteld bij de artikelen 19 tot 24, zullen toepasselijk zijn op de maatschappijen van werkmanswoningen, gesticht in de bewoordingen van artikel 11 der wet van 9 Augustus

qui étendront leurs opérations dans les limites de la présente loi.

ART. 26.

Les actes passés entre les sociétés agréées et les personnes peu aisées, relativement aux opérations rentrant dans l'objet légal de ces sociétés, sont enregistrés aux droits établis par le tarif général, sauf application ultérieure des réductions accordées par la présente loi.

ART. 27.

Les taux réduits des droits d'enregistrement et de transcription, établis par l'article 24, sont applicables respectivement :

1° Aux ventes par les sociétés agréées à des personnes peu aisées, d'immeubles destinés à l'habitation de celles-ci, savoir :

a) La vente d'une maison avec ses dépendances, à la condition qu'elle soit occupée par l'acquéreur, son conjoint ou son héritier, dans l'année de l'enregistrement de l'acte, et au moins jusqu'à l'expiration de ce délai.

Sont considérés comme dépendances de la maison, le jardin et le lopin de terre, attenants ou séparés, ainsi que les hangars et remises, les établis ou ateliers d'artisans;

b) La vente d'un terrain devant servir d'emplacement à une maison et ses dépendances, à la condition que la construction soit faite dans les dix-huit mois de l'enregistrement de l'acte, et que l'immeuble soit occupé par l'ac-

1836 of van artikel 2 dergene van 30 Juli 1892, welke hare verrichtingen binnen de grenzen door deze wet getrokken zullen uitbreiden.

ART. 26.

De akten verleden tusschen de aangenomen maatschappijen en de minvermogene personen, met betrekking tot de verrichtingen behoorende tot het wettelijk doel dezer maatschappijen, worden geregistreerd tegen de rechten bepaald bij het algemeen tarief, behoudens nadere toepassing der verminderingen door deze wet verleend.

ART. 27.

De verminderde bedragen der rechten van registratie en van overschrijving, bepaald bij artikel 24, zijn wederzijds toepasselijk :

1° Op de verkoopen door de aangenomen maatschappijen aan minvermogene personen, van onroerende goederen tot dezer woning bestemd, te weten :

a) Den verkoop van een huis met zijne aanhoorigheden, mits bij den verkrijger, zijnen echtgenoot of zijnen erfgenaam in gebruik te zijn, binnen het jaar van de registratie der akte en ten minste tot den afloop van dien termijn toe.

Worden beschouwd als aanhoorigheden van het huis, de tuin en het stukje land, belendende of afliggend, alsmede de loodsen en wagenhuizen, de werkbanken of werkplaatsen van ambachtslieden;

b) Den verkoop van een grond bestemd om daarop een huis met zijne aanhoorigheden te stichten, mits de bouw gedaan zij binnen de achttien maanden van de registratie der akte, en het onroerend goed bij den verkrij-

quéreur, son conjoint ou son héritier, au moins jusqu'à l'expiration de ce délai ;

2° Aux prêts et ouvertures de crédit faits par les sociétés agréées aux personnes peu aisées, à condition que les fonds soient employés au paiement du prix d'achat, à la construction, à l'amélioration ou au dégrèvement de l'immeuble affecté ou destiné à l'habitation de l'emprunteur ou du crédit, et qu'il soit justifié de cet emploi, ainsi que de l'occupation de l'immeuble, dans les dix-huit mois de l'enregistrement de l'acte ;

3° Aux quittances des prix d'achat ou des charges grevant les immeubles acquis, et aux quittances de remboursement des sommes prêtées ou avancées pour l'achat, la construction, l'amélioration ou le dégrèvement.

ART. 28.

Les restitutions résultant des dispositions de l'article 27 ont lieu sur demande écrite de la société agréée en cause, attestant avec précision l'existence des conditions auxquelles la réduction est subordonnée.

La restitution est faite à la société si elle justifie de l'avance des droits.

ART. 29.

Les dispositions des articles 26 et 27 sont applicables aux actes relatifs à des opérations de même espèce faites entre des personnes peu aisées et des vendeurs ou bailleurs de fonds autres que les sociétés agréées.

La demande en restitution est appuyée d'un certificat du comité de patronage du ressort, attestant avec précision

ger, zinnen echtgenoot of zinnen erfgenaam ten minste tot den afloop van dien termijn toe in gebruik zij ;

2° Op de leeningen en kredietsoepningen door de aangenomen maatschappijen gedaan aan de minvermogende personen, mits de gelden worden besteed tot de betaling van den koopprijs, tot den bouw, tot de verbetering of tot de ontlasting van het onroerend goed aangewend of bestemd tot woning van den leener of den krediethebber, en dat de besteding der gelden alsmede de ingebruikneming van het onroerend goed binnen de achttien maanden van de registratie der akte verantwoord worde ;

3° Op de kwijtschriften der koopprijzen of der lasten die de aangekochte onroerende goederen bezwaren, en op de kwijtschriften van terugbetaling der sommen geleend of voorgeschooten voor den aankoop, den bouw, de verbetering of de ontlasting.

ART. 28.

De teruggaven spruitende uit de bepalingen van artikel 27 worden gedaan op schriftelijk verzoek van de ter zake betrokken aangenomen maatschappij, bevestigende nauwkeurig het bestaan der voorwaarden waarvan de vermindering afhankelijk is.

De teruggave wordt gedaan aan de maatschappij indien zij het voorschieten der rechten bewijst.

ART. 29.

De bepalingen van de artikelen 26 en 27 zijn toepasselijk op de akten betreffende dergelijke verrichtingen gedaan tusschen minvermogende personen en andere verkoopers of geldschietters dan de aangenomen maatschappijen.

Het verzoek om teruggave wordt gestaafd door een bewijsschrift van het beschermingscomité van het gebied,

l'existence des conditions auxquelles la réduction des droits est subordonnée.

ART. 30.

L'article 15 de la loi du 19 août 1899 est abrogé.

Les dispositions des articles 14 et 16 de la même loi et de l'article 14 de celle du 30 juillet 1892, relatives aux réductions de droits d'enregistrement et de transcription en faveur des ouvriers, sont abrogées et remplacées par les dispositions des articles 26 à 29 de la présente loi.

ART. 31.

Toute demande en restitution de droits basée sur les articles 27 et 29 est prescrite après une année à compter du dernier jour du délai fixé, selon le cas, par le numéro 1° ou par le numéro 2° de l'article 27.

Disposition transitoire.

ART. 32.

Le Gouvernement est autorisé à faire l'avance des sommes nécessaires pour couvrir les frais de premier établissement de la Société nationale.

Un crédit de 10,000 francs est alloué, à cet effet, au Ministère des Finances.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1912.

bevestigende nauwkeurig het bestaan der voorwaarden waarvan de vermindering der rechten afhankelijk is.

ART. 30

Artikel 15 der wet van 19 Augustus 1889 wordt afgeschaft.

De bepalingen van de artikelen 14 en 16 derzelfde wet en van artikel 14 dergene van 30 Juli 1892, betreffende de verminderingen der rechten van registratie en van overschrijving ten gunste der arbeiders, worden afgeschaft en vervangen door de bepalingen van de artikelen 26 tot 29 dezer wet.

ART. 31.

Alle verzoek om teruggave van rechten steunende op de artikelen 27 en 29 verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den laatsten dag van den termijn die, volgens het geval, door nummer 1° of door nummer 2° van artikel 27 bepaald is.

Overgangsbepaling.

ART. 32.

De Regeering is gemachtigd om de sommen benoodigd ter bestrijding der kosten van eerste inrichting der Nationale Maatschappij voor te schieten.

Daartoe wordt een krediet van 10,000 frank aan het Ministerie van Financiën toegekend.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | *De Minister van Nijverheid en Arbeid,*

ARM. HUBERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

Wetsontwerp betreffende de goedkope woningen en woonvertrekken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wetgeving van 1889 op de werkmanswoningen, aangevuld bij die van 30 Juli 1892, heeft bemoedigende uitslagen opgeleverd : 100 miljoen door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas voorgeschoten, 176 maatschappijen aangenomen, bij de 54,000 huizen ter beschikking gesteld van de arbeidersklasse. Die uitslagen zijn te danken aan de onwaardeerbare en vruchtbare medewerking, die de Algemeene Spaarkas van alle zijden mocht ondervinden. Daarbenevens, hebben wij de inwijding van het publiek in de redematige praktijk der levensverzekering, en een krachtigere vlucht aan de voorzienigheid gegeven ; hebben wij de vorming eener technische wetenschap van het werk der werkmanswoningen ; hebben wij, ten slotte, ongetrekt den ambtelijken bijstand en onder den blooten invloed van het voorbeeld, de spontane en aanzienlijke ontwikkeling der beweging gesproten uit de wet van 1889 : zoodat mag bevestigd worden, dat die prachtige beweging niet 54,000 huizen, doch in werkelijkheid meer dan 150,000 nieuwe haarden heeft voortgebracht.

Nochtans moet toegegeven worden, dat al dit streven slechts aan de keur der arbeiders ten goede is gekomen. De groote massa der handarbeiders heeft uit de wet geen voordeel getrokken ; legioenen andere nederige arbeiders, namelijk de ambachtslieden en beambten, zijn buiten hare werkingssfeer gebleven. Anderzijds, indien de kredietmaatschappijen, de bemiddelaars tusschen de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas en de particulieren, grooten bijval behaalden, heeft de vlucht door de bouwmaatschappijen genomen niet aan de verwachting beantwoord.

Eene drie en twintigjarige ervaring heeft het volle licht doen vallen, en

H

op den omvang van het vraagstuk, én op de ontoereikendheid der heden-daagsche oplossingen.

Om het meerendeel der minvermogene gezinnen bij te staan waar zij trachten zich voldoende, aangename en gezonde huisvesting te bezorgen, en hun zoo het deel van welstand en innige genoegens te verschaffen, welke men in eene wel ingerichte maatschappij eenieder zou willen zien genieten, zijn nieuwe instellingen onmisbaar.

De Troonrede van 8 November 1910 kondigde die ontwikkeling aan en de Regeering schreef ze in hoofde van haar programma van spoedeisende voorzieningen. Bij koninklijk besluit van 6 Juli 1912 werd eene commissie ingesteld, die onverpoosd werkte; zij heeft het onderzoek van het eerste gedeelte van het haar afgebakend programma ten einde gebracht, en hare besluitselen strekken tot grondslag aan het wetsontwerp, dat de Regeering de eer heeft bij de Kamers in te dienen.

Het stelsel der wet van 1889 en het raderwerk, dat zij beheerscht, blijven in stand.

Gelijk bekend, is de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas de financieele spil van de verspreiding der werkmanswoningen; rondom haar werken de plaatselijke of gewestelijke kredietmaatschappijen als leikanaalen voor de uitdeeling van de gelden die, voor het aankopen of bouwen, aan de arbeiders te leenen zijn; de beschermingscomiteiten stellen onderzoek in nopens de behoeften aan volkswoningen in hun gebied, lokken initiatief uit, houden uit een oogpunt van gezondheid toezicht op de huisvesting, werken op menige wijze de uitvoering der wet in de hand.

Deze gansche inrichting blijft voortwerken. De tusschenkomst der Spaarkas kan zelfs, dank zij de voorschotten van den Openbaren Staatsschat, desnoods gevoegd bij hare beschikbare fondsen, zich verder uitstrekken dan tot de beperkte soort woningen waarop de bestaande instellingen van toepassing zijn.

Thans gaat het om snellere vermenigvuldiging der goedkope woningen en woonvertrekken uit een veel ruimer standpunt beschouwd, ten behoeve van al de minvermogene personen, zonder onderscheid van beroep, alsmede om aan een veel grooter getal de verkrijging van den eigendom der woonstede te vergemakkelijken door gelijke middelen als die welke tot dusver voor de arbeiders alleen van toepassing waren.

Een in dier voege verruimd programma doet opnieuw het financieel vraagstuk rijzen.

Indien, ondanks de toenemende bedrijvigheid der kredietmaatschappijen voor werkmanswoningen en de geleidelijke verbetering van de ambtelijke techniek op dit besloten terrein, eene betrekkelijke traagheid de verbreiding van het werk thans aantast, is de hoofdoorzaak hiervan gelegen in de moeilijkheid nieuwe kapitalen te bekomen, de Spaarkas, geldschieter, hebbende de grens harer beschikbare middelen bereikt.

De financieele tusschenkomst van den Staatsschat is eene dwingende

vereischte, en het is de Commissie en de Regeering voorgekomen, dat het geschikste middel om haar in de practijk te stellen, het invoeren is van een middenorganisme, geplaatst boven de reeds bestaande locale of gewestelijke instellingen en boven die welke ter uitvoering van het verruimd plan daarbij behooren gevoegd te worden.

De schitterende bijval, op een economisch arbeidsveld, door de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen behaald, geeft grond voor de beste verwachtingen ten aanzien eener in zekere opzichten gelijke instelling aangepast aan de vorming van het nationaal erfgoed der goedkoope woningen.

De ontworpen Nationale Maatschappij openbaart zich tevens als het noodige uitgangspunt van eene machtige beweging, en als de steeds hernieuwde bron, waaruit de geldelijke middelen der geledingen belast met de plaatselijke werkzaamheden worden gevoed.

Hare eerste roeping is de studie van de behoeften der verschillende gewesten, het uitlokken, aldaar, van de oprichting van bouw- of kredietmaatschappijen, in den aan de uiteenlopende plaatselijke eischen meest gepast vorm. Zoodra het particulier initiatief, desvoorkomend, met de medewerking van de plaatselijke besturen, zich geopenbaard zal hebben, en de noodige inschrijvingen zullen verkregen zijn tot oprichting eener plaatselijke of gewestelijke maatschappij, kan de Staat, op verzoek der oprichters en het gunstig advies der Nationale Maatschappij, voor 25 % van het kapitaal inschrijven. Dit is de bij uitstek praktische aanmoediging, overigens op menig gebied door ons openbaar recht gehuldigd.

De openbare besturen hebben in het werk der werkmanswoningen niet het aandeel genomen waarop de wetgever van 1889 gerekend had : aan deze bijna geheelonthouding schijnt de betrekkelijke tegenval der bouwmaatschappijen te wijten. De geldelijke steun en de nieuwe middelen, welke het ontwerp, vanwege den Staat, toezegt aan een werk, dat voortaan veel talrijkere klassen van personen aanbelangt, zullen ongetwijfeld een sterken prikkel uitoefenen op de gewilligheid der plaatselijke machten en der openbare instellingen. Tegenover de gemeenten is geen dwangmaatregel noodig gebleken; doch, in zekere gevallen, kan aan de openbare liefdadige instellingen, die toereikende middelen bezitten, wel eene matige verplichting worden opgelegd.

Om redenen van openbare orde en ten einde nuttelooze en zelfs schadelijke mededinging te vermijden, verleent het ontwerp de voordeelen van het stelsel aan de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen die, op voorstel der Nationale Maatschappij, de agreatie der Regeering verkrijgen.

Ziehier eene aangenomen maatschappij in werking. De aandeelhouders hebben een tiende van hunne inschrijving voor de eerste kosten gestort; de verrichtingen gaan hun weg, de maatschappij heeft geld noodig, zij wendt zich tot de Nationale Maatschappij en overhandigt haar de annuïteiten

onderschreven door de openbare machten — Staat, provincie, gemeenten, weldadigheidsbureelen of godshuizen — voor de afbetaling der negentienden van hunne aandelen. De Nationale Maatschappij brengt die annuïteiten tot kapitaal; zij bekomt de daartoe benoodigde fondsen door uitgifte van schuldbrieven door den Staat voor aval geteekend, en verschaft in dier voege aan de aangenomen maatschappij de middelen om te bouwen, om aan hare cliënten te leenen.

Later, de fondsen voortkomende van haar kapitaal uitgeput zijnde, heeft de aangenomen maatschappij nieuwe middelen noodig om hare verrichtingen door te voeren; dan kan zij van de Nationale Maatschappij voorschotten bekomen, die naar gelang van de behoeften herhaald kunnen worden: 't is de aanmoediging bij elken stap hernieuwd, het streven bij elken bijval beloond.

Zoo, door een vernuftig stelsel van innige samenwerking tusschen de plaatselijke geleding en de middeninrichting, zal het werk der goedkope woningen en woonvertrekken stelselmatig in alle gewesten van het land zekeren en snellen vooruitgang kunnen maken.

Met het oog op de voorschotten waarover zooeven werd gesproken, opent het wetsontwerp een ruim krediet aan de Staatskas. Als eerste maatregel, wordt dit krediet op honderd millioen gesteld. Dit kapitaal wordt ter beschikking van de Nationale Maatschappij gesteld bij jaarlijksche schijven welke op de Buitengewone Begrooting zullen gebracht worden.

Dewijl het stelsel der voorschotten van de Spaarkas aan de maatschappijen van werkmanswoningen bevestiging heeft geschenkt, mag men verwachten, dat een dergelijk stelsel, door de Nationale Maatschappij toegepast, ten volle bevestiging zal schenken aan de maatschappijen van morgen, die op alle punten des Rijks zullen ontstaan, ten platten lande, gelijk in de kommen van de steden en van de nijverheid. En evenals in den loop dezer laatste jaren, de maatschappijen van werkmanswoningen, met betrekkelijk geringe middelen, een reeds zoo merkwaardig gebouw hebben kunnen stichten, zoo ook, men kan het bevestigen, zullen onder het nieuw stelsel de maatschappijen der goedkope woningen, oude en nieuwe, met bijna onbeperkte middelen, bij machte zijn te voorzien in alle maatschappelijke behoeften, welke buiten het programma van 1889 waren gebleven.

De grondvereischte om te slagen ligt in het voorschot der kapitalen tegen verminderden rentevoet; het ontwerp bevat eene reeks bepalingen met die bedoeling opgevat. 't Is, vooreerst, de rentevoet van 3 % bepaald voor de berekening der annuïteiten door de openbare overheid te onderschrijven voor de afbetaling hunner aandelen in de aangenomen maatschappijen; 't is, vervolgens, de jaarlijksche bepaling bij de wet van den interest der sommen door den Staatsschat voorgeschoten, bepaling die, te allen tijde, de aanneming verzekert van den laagsten rentevoet, dien de stand van de geldmarkt gedooft; 't is, ten slotte, de jaarlijksche toekenning aan de Nationale Maatschappij van eene toelage gelijk aan het verschil tusschen de door haar tot kapitaal gebrachte annuïteiten en den last harer schuldbrieven.

Die toelage is, zoo men wil, de kostelooze bijdrage van den Staat in het werk der goedkoope woningen en woonvertrekken.

Wie zou er op b dacht zijn deze tusschenkomst ter bede te laken? Bekleedt onder de zoogenaamde instellingen van maatschappelijke voorzorg de gezonde haard niet een allereersten rang? Wat al lichamelijke en zedelijke kwalen is hij geroepen aan de arbeidende klassen en aan de gansche maatschappij te sparen. Indien, ten overvloede, wordt nagedacht, dat de groote financieele offers ten gunste der werkmaanswoningen sedert drie en twintig jaren gebracht zijn door middel van de penningen, die voor het evergroot deel uit de volksspaarzaamheid zijn gekweekt, wie dan zou zich thans verzetten tegen eene matige deelneming der begrooting van allen, hoofdzakelijk gevoed door de vermogende klassen?

De Nationale Maatschappij is, door het wetsontwerp, gehuld in de rechtskleeding die voor zijne hooger omschreven rol geschikt is. Zij heeft het burgerlijk karakter; doch neemt den vorm der naamlooze vennootschap aan; zij geniet de voordeelen eener maatschappij van koophandel, namelijk heeft zij rechtspersoonlijkheid; zij kan giften en legaten ontvangen, onder voorwaarde van goedkeuring bij koninklijk besluit, voorbehoud bestemd om zoo noodig het belang der familiën te waarborgen.

Haar kapitaal is veranderlijk. Het is gevormd door den Staat, de provinciën en de aangenomen maatschappijen; de tusschenkomst van laatstgemelde vindt haren grond in de gemeenschap van doel en van werking.

Harerzijds sluiten de gemeenten en de openbare instellingen van weldadigheid zich, gezamenlijk met de particulieren, aan bij de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen. Deze worden beheerscht door dezelfde wettelijke regeling als de Nationale Maatschappij, behoudens dat zij den naamloozen of den samenwerkenden vorm kunnen aannemen.

Zoo ingericht en toegerust, begint het nieuw organisme zijne verrichtingen, niet meer binnen den beperkten kring van de werkmaanswoning, doch in den breeder uitgezetten kring van de goedkoope woning.

De wet en de nieuwe inrichtingen zijn niet alleen meer op de arbeiders toepasselijk, doch insgelijks op de beambten en in 't algemeen op elken burger, man of vrouw, die zich in de bescheiden voorwaarde bevindt, voorzien door den geest der wet en zoo nauwkeurig mogelijk door haren tekst afgebakend.

Het begrip der goedkoope woning is omschreven in dier voege, dat in de verscheidenheid der toestanden kan worden voorzien. Het omvat de gemeenschappelijke woning met menigvuldige vertrekken, zoowel als de gezinswoning, de tuin wijk, de volkshôtellerie; het strekt zich uit tot den tuin afhangende van het huis en zelfs tot het stukje grond dat met het huis om zoo te zeggen een enkel geheel uitmaakt, ofschoon soms op zekeren afstand er van afliggend, tot de aanhoorigheden dienende voor de uitoefening van het beroep des gebruikers of tot het houden van pluimvee, enz.

De talrijke gezinnen, die bronnen van 's Rijks levend kapitaal, vinden

in het ontwerp twee begunstigende bepalingen : de derheming der openbare machten en der instellingen van weldadigheid aan de aangenomen maatschappijen kan afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde, dat een deel der woningen of woonvertrekken bij voorkeur aan de talrijke gezinnen worden verhuurd of geconcedeerd; anderzijds, zijn de weldadighheidsbureelen gemachtigd om rechtstreeks aan deze maatschappijen een gedeelte der huur te storten, overeenstemmende met den onderstand die aan het hulpbehoevende gezin voor de behoefte zijner huisvesting zou worden verleend.

Het werk, dat strekt de gezonde woningen en woonvertrekken te vernieuwen en ze binnen het bereik der menigte te brengen, zou niet volledig zijn zonder den strijd tegen de krot.

Tot dusver zijn tegen de ongezonde woningen drie soorten van voorzieningen getroffen.

't Is vooreerst het bestendig onderzoek van zekere ambtelijke lichamen, waaronder te noemen zijn, benevens de geneeskundige commissiën, de beschermingscomiteën der werkmanswoningen : door de overheid op de afzietelijkheid der blinde straten en der steegjes te wijzen, hebben die lichamen in ruime mate bijgedragen tot den drang die van de openbare meening is uitgegaan en die de tegenwoordige welgevende bepalingen heeft uitgelokt. Aan hun zoo verdienstelijk optreden, zal zich komen toevoegen de werking der Nationale Maatschappij, die, uit roeping, een vast repertorium der goedkoope woningen en woonvertrekken, uitgangspunt van een middenkantoor voor inlichtingen ter beschikking van het publiek, zal uitmaken.

De tweede voorziening tegen de ongezondheid berust bij de politiemacht die tot de bevoegdheid van de gemeenteoverheid en inzonderheid van den burgemeester behoort. Doch, men moet het bekennen, in de te schaarsche gemeenten die regelingen hebben getroffen, is er doorgaans weinig doorlopend toezicht om op de toepassing daarvan een waakzaam oog te houden. De uitoefening van de bevoegdheid des burgemeesters ontsnapt aan contrôle en beroep; men kent, trouwens, de moeilijkheid dezer taak en de schier onmogelijkheid de hoop te verwezenlijken, die op hare werking wordt gesteld.

Het wetsontwerp op de openbare gezondheid, den 5ⁿ December 1911 door de Regeering ingediend, bevat de volgende bepaling : « De Regeering » is er toe gemachtigd om, bij wijze van algemeene reglementen en na het » advies ingewonnen te hebben van de Koninklijke Academie van genees- » kunde en van den Hoogeren Gezondheidsraad, de noodige voorbehoed- en » gezondmakingsmaatregelen te nemen tot verzekering van de gezond- » heid der bijzondere en gemeenschappelijke woningen en hunner aan- » hoorigheden, inzonderheid wat betreft het bevoorraden er van met » drinkwater en het afvoeren van de vuilnis en het vuil water. » Ten deze kan het advies van de Nationale Maatschappij der goedkoope

woningen en woonvertrekken met voordeel gevorderd worden. Daarenboven zal eene inspectie, gewapend met de noodige bevoegdheid, worden ingesteld, die met het toezicht op de uitvoering der reglementen zal belast zijn.

De derde voorziening tegen de gezondheid der woningen is de onteigening ten algemeene nutte. De wetten van 1^o Juli 1858 en van 15^o November 1867 op de onteigening bij strooken hebben te dezer zake aan de gemeenten een recht van initiatief verleend. Wanneer het een samenstel van werken geldt, hebbende ten doel eene oude wijk gansch of gedeeltelijk gezond te maken en te verbeteren, of eene nieuwe wijk te bouwen, kan de Regeering, op verzoek van den gemeenteraad, de onteigening toelaten van al de gronden bestemd tot de verkeerswegen en tot andere openbare doeleinden of diensten, alsmede tot de bouwwerken vervat in het algemeen plan der ontworpen werken. De ervaring heeft uitgewezen, dat, indien deze wetten uitnemende nitslagen hebben opgeleverd uit het oogpunt van de gezondmaking der steden en van hare schoonheid, zij meermalen zijn uitgelopen op uitdrijving der arbeidersgezinnen, genoopt een onderkomen te zoeken in andere niet minder ongezonde wijken, ofwel zich te ver van hunnen arbeidskring te verwijderen.

Wat dies meer zij, de onderzoeken getuigen, dat de ongezonde woning in onze agglomeratiën, vooral in de groote steden, krioelt. Ook is de Regeering, in overeenstemming met de Commissie, van gevoelen dat het noodig is nieuw initiatief te werk te stellen. Bij gebreke van een optreden vanwege de gemeente, kan de Nationale Maatschappij de onteigening der ongezonde woningen voorstellen, na het advies van de gemeente en van het beschermingscomité te hebben ingewonnen. Een koninklijk besluit kan beslissen tot onteigening door toedoen van de plaatselijke of gewestelijke maatschappij der goedkoope woningen.

Om de misbruiken van winstbejag te keeren, die in deze zaken bijzonder ergerlijk zijn, en zich spiegelende aan het voorbeeld der vreemde wetten, bedingt het wetsontwerp, dat de schadeloosstelling voor onteigening zal worden bepaald met inachtneming van de som die voor de bewoonbaarmaking benoodigd zou zijn. Deze beschikking is in overeenstemming met den juisten zin der Grondwet.

De parallele actie van de Algemeene Spaar- en Lijfreutekas en van de Nationale Maatschappij in het werk der kredietmaatschappijen vindt zijne verklaring in het verlangen van de thans in werking zijnde maatschappijen van werkmanswoningen om met de Spaarkas in aanraking te blijven, en in de moedijkheid om de bestuursdiensten, door de Spaarkas ingericht, bij de Nationale Maatschappij over te brengen. Dewijl het arbeidsveld van elk der beide instellingen scherp genoeg is begrensd, is geen ernstig geschil te vreezen; de Regeering zal overigens maatregelen nemen opdat eenstemmigheid heersche tot grooter welzijn van het gemeenschappelijk werk.

*
* * *

Onder hoofdstuk IV bevat het wetsontwerp drie reeksen van fiskale bepalingen :

De eerste reeks (art. 18 tot 22) betreft de oprichting en de algemeene middelen tot werking van de Nationale Maatschappij en van de aangenomen maatschappijen. Het ontwerp stelt vrij van de rechten van zegel, van registratie, van griffie, en van de kosten van bekendmaking door den *Moniteur belge*, de statuten der maatschappijen, hare registers, de akten betreffende haar inwendig beheer, enz. De aandelen en schuldbrieven der Nationale Maatschappij, de titels van annuïteiten vertegenwoordigende de inschrijvingen der openbare machten in de aangenomen maatschappijen, de akten van verband dezer titels ten behoeve der Nationale Maatschappij, zijn insgelijks van het zegel vrijgesteld. De aandelen en schuldbrieven der aangenomen maatschappijen, alsmede hare bewijzen van leening en van geldschieting, zijn slechts onderworpen aan het gering zegelrecht bepaald voor de bestaande maatschappijen van werkmanswoningen.

De tweede reeks bepalingen (art. 24) is van toepassing op de akten tot vestiging van het onroerend kapitaal der aangenomen maatschappijen.

Hare aankopen van gebouwde of ongebouwde goederen bestemd om aan hare cliënten te worden verkocht of geleend, zullen eene vermindering genieten van de belst — op eene kleine breuk na — der rechten van registratie en van overschrijving. Dergelijke vermindering wordt verleend voor de akten betreffende de leeningen en kredietsopeningen aan de aangenomen maatschappijen gedaan — door de Nationale Maatschappij en, desvoorkomend, door andere geldschieters — en voor de kwijtschriften van de sommen door haar verschuldigd uit hoofde harer onroerende aankopen en harer leeningen. De verschillende verrichtingen van dien aard zullen, meestal, slechts tot onderhandsche akten aanleiding geven. Deze, gelijk bekend, zijn niet verplichtend aan registratie onderworpen dan wanneer daarvan een openbaar gebruik moet worden gemaakt, namelijk in rechten of ter gelegenheid eener authentieke akte (art. 23 der wet van 22 Frimaire an VII).

Dit verminderd tarief, ten bate der aangenomen maatschappijen, wordt, bij de registratie der akten, dadelijk toegepast, het vermoeden zijnde dat de aangenomen maatschappij verbintenissen aangaat binnen den kring haar bij de wet getrokken. Het behoeft, trouwens, geen betoog dat, indien zij in een gegeven geval buiten dien kring trad, de akte aan het tarief van het gemeene recht zou onderworpen zijn.

Het is insgelijks noodig bepalingen te treffen ten aanzien der maatschappijen van werkmanswoningen, die, zonder zich geheel door de regeling van het nieuwe stelsel te laten beheerschen, hare verrichtingen zullen uitstrekken tot andere personen dan de werklieden. Artikel 23, ofschoon stilzwijgend de fiskale ontlastingen bestendigende, welke haar thans verleend zijn, verruimt de toepassing er van naar den maatstaf harer nieuwe verrichtingen.

Ten slotte, de derde reeks bepalingen (art. 26 tot 29) is van belang voor de particulieren die eigenaars eener goedkoope woning worden. Het ontwerp verleent hun ook de zooeven vermelde vermindering van de helft, hetzij die aan eene aangenomen maatschappij koopen of ontleenen, hetzij die met andere personen verbintenis aangaan : 't is het stelsel hetwelk thans, op grond der wet van 1889, voor de arbeiders geldt, en het voorgestelde gunsttarief stemt ook overeen met hetgene dat bij de wet van 21 Mei 1897 op de koopers van geringe landgoederen wordt toegepast.

Doch hier, met een oogmerk van orde en ter wille der noodwendigheden van de contrôle, wil het ontwerp, dat, bij de registratie der akten, de gewone rechten worden geheven. De fiskale ontlasting is, inderdaad, afhankelijk van de voorwaarde dat de belanghebbende particulier, binnen een bepaalden termijn, het huis dat hij koopt of dat hij gaat bouwen in persoon betreft.

In den geest der wet volstaat het zelfs niet dat, wanneer het contract wordt verleden, de belanghebbende het onroerend goed, dat hij koopt, reeds in gebruik heeft : hij moet het behouden en bewonen blijven; het feit van het kort na den aankoop voort te verkoopen of te verhuren, moet ontzegging van de fiskale ontlasting ten gevolge hebben. Logisch dus moet de toepassing der verminderde rechten niet gedaan worden dan van het oogenblik af waarop het bestaan wordt verantwoord der voorwaarde van persoonlijk gebruik, gedurende den gevorderden tijd, door den verkrijger. De tekst voegt daarbij : « zijnen echtgenoot of zijnen erfgenaam », om de familie, in geval van overlijden van haar hoofd, in het genot te laten van het voordeel van het verminderd tarief.

De toepassing van dat tarief zal dus geschieden bij wege van teruggave na de bepaalde termijnen : een jaar wanneer het aankoop van een huis geldt; achttien maanden wanneer het eene bouwgrond geldt. Heeft de particulier met eene aangenomen maatschappij gehandeld en houdt deze, de rechten voorgeschoten hebbende, met haren client eene rekening, — zulks zal, ongetwijfeld, meestal gebeuren —, dan is het de maatschappij die de teruggave incasseert.

Artikel 30 van het ontwerp heeft ten gevolge de werklieden, die in het vervolg verbintenissen aangaan met de maatschappijen van werkmanswoningen beheerscht door de wetten van 1889 en van 1892, aan hetzelfde praktische stelsel te onderwerpen. Indien daaruit, eenerzijds, een zeker nadeel voortvloeit uit hoofde van het voorschot van de helft der rechten tot den dag van toepassing van het verminderd tarief, zal dit klein ongerief ruim opgewogen worden door de opheffing der talloze moeilijkheden en geschillen waartoe, in het bestaande stelsel, de fiskale bezwaren aanleiding geven, die na de registratie der akte opdruken : bezwaren steunende nu eens op de dwaling, ten tijde der verrichting, begaan in de verklaring van de hoedanigheid van arbeider, dan eens op eene latere verandering van stand, namelijk ter zake van het openen van eenen handel, dan weer op het feit dat de belanghebbende het huis niet bewoont of een te groot gedeelte er van verhuurt, enz.

Het ontwerp schaft af artikel 15 der wet van 9 Augustus 1889, waarbij aan de maatschappijen van werkmanswoningen en aan de werklieden de bevoegdheid werd verleend in vijf jaarlijksche termijnen de rechten te betalen, verschuldigd wegens hunne onroerende aankopen. Deze bepaling werd ontleend aan de wet van 12 Augustus 1862, de eerste die te dezer zake werd uitgevaardigd. Het oneindig klein getal gevallen waarin van deze bevoegdheid gebruik wordt gemaakt, toont dat, sedert 1889, de maatschappijen en hare cliënten daarop geen prijs hebben gesteld. Het schijnt nutteloos den nadruk te leggen op de bezwaren welke zij van aard is te doen ontstaan.

Volgens het gemeen geldende recht, verjaart alle vordering tot teruggave van rechten van registratie, van overschrijving, enz. na een tijdsbestek van twee jaren. Om redenen van praktischen aard, die uit het wezen zelf der tegenwoordige aangelegenheid af te leiden zijn, stelt het ontwerp den termijn op één jaar te rekenen van het tijdstip waarop de vordering tot teruggave mag ingesteld worden.

*
* * *

Ofschoon nieuwe maatregelen uitvaardigende ter bevordering van den bouw van onroerende goederen tot verhuring bestemd, sluit het wetsontwerp, dat U, Mijne Heeren, ter overweging is aangeboden, zich nauwer aan bij het door den wetgever van 1889 beoogde hoofddoel : aan onze medeburgers van nederigen stand de verkrijging in eigendom van den gezinshaard te vergemakkelijken. 's Rijks toestand, uit een oogpunt van goedkoope huisvesting, onder de eene of de andere modaliteit — eigendom of huur — ondergaat eene aanzienlijke evolutie : het volstaat van dit standpunt te wijzen op de stichting van nieuwe nijverheidscentra, inzonderheid in de tot dusver landelijke streken der Kempen.

Dit ontwerp schijnt dus wel te zijner ure te komen om de verwezenlijking van een maatschappelijken vooruitgang te steunen, die met den dag spoedeischer wordt. Zijn nationaal karakter is van aard om de genegenheid te winnen van al degenen die voortschrijdende verbetering van het lot der arbeidende klassen willen. Dank zij de nieuwe instellingen, de medewerking der plaatselijke machten, de verzekerde hulp van de mannen die zich op het werk der werkmanswoningen reeds hebben toegelegd, mogen wij de verwachting koesteren snel vooruit te gaan op den weg eener volledige oplossing van het omvangrijk vraagstuk der goedkoope woningen in gansch het Rijk. Ieder jaar zal, in duizende Belgische haarden, een factor brengen benodigd tot het besef van eigenwaarde, tot het welzijn, tot de lichamelijke en zedelijke gezondheid.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Projet de loi concernant les habitations et logements à bon marché.

Wetsontwerp betreffende de goedkope woningen en woonvertrekken.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des Finances présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

Société nationale des habitations et logements à bon marché; sociétés locales et régionales. — Intervention financière de l'État.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi à Bruxelles une Société nationale des habitations et logements à bon marché.

Elle a pour objet :

1° De provoquer la création de sociétés locales ou régionales d'habitations et logements à bon marché;

2° De faire des avances de fonds à ces sociétés.

ART. 2.

Sont considérés comme habitations ou logements à bon marché, tant dans

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers ter overweging aanbieden een wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

HOOFDSTUK ÉÉN.

Nationale Maatschappij der goedkope woningen en woonvertrekken; plaatselijke en gewestelijke maatschappijen. — Geldelijke tusschenkomst van den Staat.

ARTIKEL ÉÉN.

Te Brussel wordt eene Nationale Maatschappij der goedkope woningen en woonvertrekken gevestigd.

Zij heeft ten doel :

1° De oprichting van plaatselijke of gewestelijke maatschappijen van goedkope woningen of woonvertrekken uit te lokken;

2° Aan deze maatschappijen gelden voor te schieten.

ART. 2.

Worden beschouwd als goedkope woningen of woonvertrekken, zoowel

les agglomérations urbaines et leurs faubourgs ou banlieue que dans les régions rurales, à condition d'être destinés exclusivement à des personnes peu aisées :

1° Les immeubles appropriés au logement d'une famille, y compris le jardin, le lopin de terre et autres dépendances de la maison, pour autant que le loyer annuel ou le revenu cadastral ne dépasse pas un maximum fixé, suivant les localités ou régions, par un arrêté royal pris sur l'avis de la Société nationale ;

2° Les immeubles aménagés pour le logement de plusieurs familles ou de plusieurs personnes vivant seules, y compris les cités-jardins qui en dépendent, pour autant que le loyer d'aucun des appartements ne dépasse un maximum fixé comme il est dit au numéro précédent ;

3° Les immeubles, tels que dortoirs publics et hôtelleries populaires, affectés à des logements passagers en commun.

ART. 3.

Pour l'application de la présente loi, sont réputées personnes peu aisées, sauf preuve contraire :

1° Les ouvriers en général ;

2° Les employés dont les appointements ne dépassent pas un maximum établi par le Gouvernement ;

3° Toutes personnes dont les impositions directes au profit de l'État ne dépassent pas un maximum établi par le Gouvernement.

Ces maximums sont fixés par arrêté

in de kom der steden en in hunne voorsteden of omgeving, als ten platten lande, mits tot minvermogende personen bestemd te zijn :

1° De onroerende goederen geschikt tot huisvesting van een gezin, met inbegrip vanden tuin, het stukje land en de andere aanhoorigheden van het huis, voor zoover de jaarlijksche huur of de kadastrale opbrengst niet een maximum overtreft, bepaald, volgens de localiteiten of gewesten, door een koninklijk besluit genomen op het advies der Nationale Maatschappij ;

2° De tot huisvesting van meerdere gezinnen of van meerdere alleen levende personen ingerichte onroerende goederen, met inbegrip van de daarbij behorende tuin-wijken, voor zoover de huur van geen der vertrekken een maximum overtreft, bepaald zooals onder het voorgaande nummer vermeld is ;

3° De onroerende goederen, zooals openbare slaapzalen en volkslogementen, gebruikt tot tijdelijk gemeenschappelijke huisvesting.

ART. 3.

Voor de toepassing dezer wet worden, behoudens bewijs van het tegendeel, als minvermogende personen aangemerkt :

1° De arbeiders in 't algemeen ;

2° De beambten wier bezoldiging een door de Regeering vastgesteld maximum niet overtreft ;

3° Alle personen wier rechtstreekse belastingen ten voordeele van den Staat een door de Regeering vastgesteld maximum niet overtreffen.

Die maxima worden, op advies der

royal, sur l'avis de la Société nationale, suivant les localités ou régions.

ART. 4.

Sont seuls admis à souscrire des actions de la Société nationale, l'État, les provinces et les sociétés locales ou régionales agréées en vertu de la présente loi.

La Société nationale prend, sans perdre son caractère civil, la forme des sociétés anonymes.

Son capital est variable.

Ses statuts sont approuvés par arrêté royal.

ART. 5.

Sur la proposition de la Société nationale, un arrêté royal accorde l'agrément aux sociétés locales ou régionales, établies dans un but d'intérêt social, qui ont pour objet exclusif : 1° soit l'achat, la construction, l'amélioration, la vente et la location d'habitations et logements à bon marché, l'achat de terrains destinés à être aménagés ou à être revendus en vue de la construction de ces habitations et logements; 2° soit des prêts en vue de l'achat, de la construction, de l'amélioration ou du dégrèvement des mêmes habitations ou logements.

Sont admis à souscrire des actions de ces sociétés, l'État, les provinces, les communes, les établissements de bienfaisance et les particuliers.

La participation des pouvoirs et établissements publics peut être subor-

Nationale Maatschappij, bij koninklijk besluit bepaald volgens de localiteiten of gewesten.

ART. 4.

Worden alleen tot inschrijving op aandeelen der Nationale Maatschappij toegelaten, de Staat, de provinciën en de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen, die krachtens deze wet aangenomen zijn.

De Nationale Maatschappij neemt, zonder haar burgerlijk karakter te verliezen, den vorm der naamlooze vennootschappen aan.

Haar kapitaal is veranderlijk.

Hare statuten worden bij koninklijk besluit goedgekeurd.

ART. 5.

Op het voorstel der Nationale Maatschappij verleent een koninklijk besluit de agreatie aan de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen opgericht met een doeleinde van maatschappelijk belang, welke uitsluitend tot onderwerph hebben : 1° hetzij den aankoop, den bouw, de verbetering, den verkoop en de huur van goedkoope woningen en woonvertrekken, den aankoop van gronden bestemd om te worden ingericht of om te worden voortverkocht, met het oog op den bouw dezer woningen en woonvertrekken; 2° hetzij leeningen met het oog op den aankoop, den bouw, de verbetering of de ontslating derzelfde woningen en woonvertrekken.

Worden tot inschrijving op aandeelen dezer maatschappijen toegelaten, de Staat, de provinciën, de gemeenten, de instellingen van weldadigheid en de particulieren.

De deelneming der overheid en openbare instellingen mag afhankelijk wor-

donnée à la condition qu'une partie des habitations et logements seront loués ou concédés de préférence aux familles nombreuses.

Les sociétés locales ou régionales prennent, sans perdre leur caractère civil, la forme des sociétés anonymes ou des sociétés coopératives.

ART. 6.

La Société nationale et les sociétés agréées possèdent la personnification civile.

Elles peuvent être autorisées par arrêté royal à recevoir des dons et des legs.

Les lois sur les sociétés commerciales leur sont applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi.

ART. 7.

A la demande des fondateurs d'une société locale ou régionale en formation, le Gouvernement est autorisé à souscrire un quart du capital au plus.

Au delà du dixième du montant de leurs actions, l'État, les provinces, les communes et les établissements de bienfaisance peuvent se libérer de leur souscription en soixante-six annuités égales, calculées à un taux qui ne pourra être inférieur à 3 %.

Les établissements de bienfaisance peuvent faire la totalité ou une partie de leur apport en immeubles.

ART. 8.

Le Gouvernement est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions

den gesteld van de voorwaarde, dat een deel der woningen en woonvertrekken bij voorkeur aan de talrijke gezinnen worden in huur gegeven of geconcedéerd.

De plaatselijke of gewestelijke maatschappijen nemen, zonder haar burgerlijk karakter te verliezen, den vorm der naamlooze vennootschappen of der samenwerkende vennootschappen aan.

ART. 6.

De Nationale Maatschappij en de aangenomen maatschappijen bezitten rechtspersoonlijkheid.

Bij koninklijk besluit kan hun machtiging worden verleend om giften en legaten te ontvangen.

De wetten op de vennootschappen van koophandel zijn op haar toepasselijk voor zoover bij deze wet daarvan niet wordt afgeweken.

ART. 7.

Op verzoek der oprichters eener in wording zijnde plaatselijke of gewestelijke maatschappij, is de Regeering gemachtigd ten hoogste voor een vierde van het kapitaal in te schrijven.

Boven het tiende van het bedrag hunner aandeelen kunnen de Staat, de provinciën, de gemeenten en de instellingen van weldadigheid hunne inschrijving voldoen door zes en zestig gelijke annuïteiten, berekend tegen eenen rentevoet die niet minder dan 3 % mag zijn.

De inbreng der instellingen van weldadigheid mag gansch of gedeeltelijk in onroerende goederen gedaan worden.

ART. 8.

De Regeering is gemachtigd om in de door haar bepaalde voorwaarden tegen-

qu'il détermine, l'intérêt et l'amortissement des obligations à émettre par la Société nationale, en représentation des annuités visées à l'article 7, capitalisées par elle.

Art. 9.

L'État allouera chaque année à la Société nationale un subside égal à la différence entre les annuités visées à l'article 7 et les annuités remboursant le capital nominal des obligations émises.

Ce capital nominal sera augmenté des frais d'émission.

Art. 10.

Un capital actuellement fixé à 100 millions de francs sera mis par le Gouvernement à la disposition de la Société nationale, à mesure des besoins, en vue des avances à faire par elle aux sociétés agréées.

Le crédit annuel nécessaire à cette fin sera porté au budget de l'État.

La Société nationale paiera à l'État un intérêt dont le taux sera fixé annuellement par la loi budgétaire.

CHAPITRE II.

Caisse générale d'épargne et de retraite.

Art. 11.

La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à étendre les opérations prévues par la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières aux personnes visées aux numéros 2 et 3 de l'article 3 de la présente loi.

over de derden de rente en de aflossing te waarborgen der schuldbrieven door de Nationale Maatschappij uit te geven ter vertegenwoordiging van de tot kapitaal gebrachte annuïteiten bedoeld onder artikel 7.

Art. 9.

Telken jare verleent de Staat aan de Nationale Maatschappij eene toelage gelijk aan het verschil tusschen de onder artikel 7 bedoelde annuïteiten en de annuïteiten die het naamkapitaal der uitgegeven schuldbrieven aflossen.

Dit naamkapitaal wordt met de kosten van uitgifte verhoogd.

Art. 10.

Een kapitaal thans gesteld op 100 miljoen frank wordt door de Regeering, naar gelang der behoeften, ter beschikking van de Nationale Maatschappij gesteld, met het oog op de voorschotten door haar aan de aangenomen maatschappijen te doen.

Het daartoe benoodigd jaarlijks krediet wordt op de Staatsbegroting uitgetrokken.

De Nationale Maatschappij betaalt den Staat eene rente waarvan de percentage jaarlijks door de begrotingswet wordt bepaald.

HOOFDSTUK II.

Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Art. 11.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas is gemachtigd om de verrichtingen, voorzien bij de wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen, uit te strekken tot de personen bedoeld onder nummers 2 en 3 van artikel 3 dezer wet.

Le Gouvernement pourra mettre à la disposition de la dite Caisse des fonds destinés à parfaire les prêts qu'elle consent, au moyen de ses fonds disponibles, en exécution de la loi du 9 août 1889.

Les prêts ainsi faits pour le compte de l'État seront soumis aux mêmes conditions que ceux consentis par la Caisse au moyen de ses propres fonds.

CHAPITRE III.

Expropriation des habitations insalubres. — Établissements de bienfaisance. — Dispositions diverses.

ART. 12.

A défaut des communes, les sociétés de construction agréées peuvent, en vertu d'un arrêté royal décrétant l'utilité publique, exproprier les habitations insalubres, en se conformant aux dispositions des lois des 17 avril 1835, 1^{er} juillet 1858, 15 novembre 1867, 27 mai 1870 et 9 septembre 1907.

L'utilité publique est décrétée sur la proposition de la Société nationale, le conseil communal et le comité de patronage du ressort entendus.

Dans la fixation de l'indemnité à allouer aux propriétaires des habitations insalubres expropriées, il est tenu compte de la somme qui serait nécessaire pour la remise en état d'habitabilité.

La société expropriante affecte à la construction d'habitations à bon marché, soit les immeubles expropriés, soit d'autres immeubles équivalents et également bien situés, à moins que l'ar-

De Regeering kan ten behoeve van gemelde Kas gelden beschikbaar stellen bestemd om de leeningen aan te vullen waarin deze door middel harer beschikbare fondsen, in uitvoering der wet van 9 Augustus 1889, bewilligt.

De in hier voege voor rekening van den Staat gedane leeningen zijn onderworpen aan dezelfde voorwaarden als die waarin de Kas door middel harer eigen middelen bewilligd heeft.

HOOFDSTUK III.

Onteigening der ongezonde woningen. — Instellingen van weldadigheid. — Verschillende bepalingen.

ART. 12.

Bij ontstentenis der gemeenten, kunnen de bouwmaatschappijen, krachtens een koninklijk besluit, waarbij het algemeen nut wordt gedecreteerd, de ongezonde woningen onteigenen, met inachtneming van de bepalingen der wetten van 17 April 1835, 1^{er} Juli 1858, 15 November 1867, 27 Mei 1870 en 9 September 1907.

Het algemeen nut wordt gedecreteerd op voorstel der Nationale Maatschappij, de gemeenteraad en het beschermingscomité van het gebied gehoord.

Bij de bepaling der schadeloosstelling aan de eigenaars van de onteigende ongezonde woningen toe te kennen, wordt rekening gehouden met de som welke voor de bewoonbaarmaking benodigd zou zijn.

Tot den bouw van goedkope woningen worden door de maatschappij die onteigend ofwel de onteigende onroerende goederen, ofwel andere gelijkwaardige en even goed gelegen onro-

rêté royal autorisant l'expropriation ne l'en dispense.

Art. 13.

Le Gouvernement peut, après avoir entendu l'établissement public intéressé, le conseil communal et la députation permanente, obliger les bureaux de bienfaisance et les hospices à s'intéresser dans une société locale ou régionale, sans que chaque versement à faire en acquit de la souscription puisse dépasser un dixième du montant des revenus de l'établissement.

Art. 14.

Les bureaux de bienfaisance peuvent verser directement aux sociétés agréées qui louent des habitations ou des logements à bon marché aux familles nombreuses et nécessiteuses, la partie du loyer représentant le secours qui serait octroyé à ces indigents du chef de leur besoin de logement.

Art. 15.

Un règlement général, élaboré par la Société nationale et approuvé par arrêté royal, les comités de patronage entendus, détermine notamment les conditions relatives à la salubrité, à l'inspection, à la jouissance personnelle de l'immeuble et aux précautions à prendre contre la spéculation.

rende goederen aangewend, ten ware het koninklijk besluit, waarbij de ontiening wordt toegelaten, haar daarvan ontheffing verleene.

Art. 13.

De Regeering kan, na de belanghebbende openbare instelling, den gemeenteraad en de bestendige afvaardiging te hebben gehoord, de weldadigheidsbureelen en de godshuizen verplichten aan eene plaatselijke of gewestelijke maatschappij deel te nemen zonder dat iedere storting, welke ter voldoening van de inschrijving te doen valt, een tiende van het bedrag van de inkomsten der instelling mag overschrijden.

Art. 14.

Door de weldadigheidsbureelen kan aan de aangenomen maatschappijen, die goedkoope woningen of woonvertrekken aan de tabrijke en hulpbehoevende gezinnen verhuren, rechtstreeks worden uitgekeerd het gedeelte van de huur vertegenwoordigende den onderstand welke aan die onvermogenen, uit hoofde hunner behoefte aan huisvesting, zou worden verleend.

Art. 15.

Een algemeen reglement, opgemaakt door de Nationale Maatschappij en goedgekeurd bij koninklijk besluit, de beschermingscomiteiten gehoord, bepaalt onder meer de voorwaarden betreffende de gezondheid, het toezicht, het persoonlijk genot van het onroerend goed en de voorzorgen te nemen tegen winstbejag.

ART. 16.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes opérations de la Société nationale et, à cette fin, d'exiger tous états et renseignements.

Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qui serait contraire à la loi et aux statuts.

La Société nationale exerce les mêmes droits vis-à-vis des sociétés agréées.

ART. 17.

Chaque année, le Ministre des Finances dépose sur le bureau des Chambres législatives le bilan de la Société nationale pour l'exercice écoulé et le rapport du Conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires.

CHAPITRE IV.

Dispositions fiscales.

ART. 18.

Sont exempts du timbre :

L'acte constitutif de la Société nationale des habitations et logements à bon marché, ainsi que les actes portant modification des statuts; les procurations données par les fondateurs pour la constitution de la société et par les actionnaires pour leurs relations avec elle; les expéditions et extraits des mêmes actes; les registres d'actionnaires, les actions au porteur et les obligations émises par la société; tous les registres et pièces concernant exclusivement l'administration sociale; les affiches de la société.

ART. 16.

De Regeering heeft het recht op alle verrichtingen der Nationale Maatschappij toezicht te houden en, te dien einde, alle staten en inlichtingen te vorderen.

Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van den maatregel, die in strijd zou zijn met de wetten en met de statuten.

De Nationale Maatschappij oefent tegenover de aangenomen maatschappijen dezelfde rechten uit.

ART. 17.

Telken jare legt de Minister van Financiën op het bureel der Wetgevende Kamers neer de balans der Nationale Maatschappij over het afgelopen dienstjaar en het verslag van den Beheerraad waardoor de stand der zaken wordt kenbaar gemaakt.

HOOFDSTUK IV.

Fiskale bepalingen.

ART. 18.

Zijn van het zegel vrijgesteld :

De akte tot oprichting van de Nationale Maatschappij der goedkoope woningen en woonvertrekken, alsmede de akten houdende wijziging van de statuten; de volmachten gegeven door de oprichters voor de totstandbrenging der maatschappij en door de aandeelhouders voor hunne betrekkingen met haar; de afschriften van en de uittreksels uit dezelfde akten; de registers van aandeelhouders, de aandeelen aan toonder en de schuldbrieven door de maatschappij uitgegeven; al de registers en bescheiden betreffende uitsluitend het maatschappelijk beheer; de plakbrieven der maatschappij.

Les actes mentionnés à l'alinéa précédent sont exempts de la formalité de l'enregistrement; les copies, expéditions ou extraits qui en sont délivrés sont exempts de tout droit ou émolument de greffe.

La publication, par la voie du *Moniteur belge* et de ses annexes, des actes concernant la société, est faite gratuitement.

ART. 19.

Sont exempts du timbre et enregistrés gratis, à moins qu'ils ne renferment des dispositions indépendantes assujetties au droit proportionnel d'enregistrement, les actes portant formation, modification, prorogation ou dissolution de sociétés locales ou régionales agréées qui ont pour objet exclusif : 1° soit l'achat, la construction, l'amélioration, la vente et la location d'habitations et logements à bon marché, l'achat de terrains destinés à être aménagés ou à être revendus en vue de la construction de ces habitations et logements ; 2° soit des prêts en vue de l'achat, de la construction, de l'amélioration ou du dégrèvement des mêmes habitations et logements.

ART. 20.

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement :

1° Les actes sous signature privée, ne rentrant pas dans les termes de l'article 19, qui concernent exclusivement l'administration sociale, et les registres relatifs au même objet ;

2° Les procurations données par les associés pour leurs relations avec la société ;

De akten, in het vorig lid vermeld, zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie; de kopijen, afschriften of uittreksels, die daarvan worden uitgegeven, zijn vrijgesteld van alle griffierecht of -emolument.

De bekendmaking, door middel van den *Moniteur belge* en van zijne bijlagen, der akten betreffende de maatschappij, geschiedt kosteloos.

ART. 19.

Zijn van het zegel vrijgesteld en worden kosteloos geregistreerd, tenzij daarin onafhankelijke bepalingen onderworpen aan het evenredig zegelrecht vervat waren, de akten houdende oprichting, wijziging, verlenging van den duur of onthinding van aangenomen plaatselijke of gewestelijke maatschappijen, die uitsluitend ten doel hebben : 1° hetzij den aankoop, den bouw, de verbetering, den verkoop en de huur van goedkoope woningen en woonvertrekken, den aankoop van gronden bestemd om te worden ingericht of voortverkocht met het oog op den bouw dezer woningen en woonvertrekken ; 2° hetzij leeningen met het oog op den aankoop, den bouw, de verbetering of de ontlasting derzelfde woningen en woonvertrekken.

ART. 20.

Zijn vrijgesteld van het zegel en van de formaliteit der registratie :

1° De onderhandsche akten, niet in de bewoordingen van artikel 19 vallende, die uitsluitend het maatschappelijk beheer betreffen en de registers aangaande hetzelfde onderwerp ;

2° De volmachten door de deelgenooten gegeven voor hunne betrekkingen met de maatschappij ;

3^o Les titres d'annuités souscrits par l'État, les provinces, les communes et les établissements de bienfaisance, pour la libération de leurs actions dans les sociétés agréées, ainsi que les actes qui affectent ces annuités en gage au profit de la Société nationale.

ART. 21.

Sont exempts du timbre :

1^o Les extraits, copies ou expéditions des actes désignés à l'article 19.

Ils sont également exempts de tout droit ou émolument de greffe; leur publication par la voie du *Moniteur belge* et de ses annexes est faite gratuitement;

2^o Les affiches des sociétés agréées.

ART. 22.

Le droit de timbre sur les actions et obligations émises par les sociétés agréées est fixé :

Pour celles de 50 francs et au-dessous, à 5 centimes;

Pour celles de plus de 50 francs jusqu'à 100 francs, à 10 centimes;

Pour celles de plus de 100 francs jusqu'à 200 francs, à 20 centimes;

Et ainsi de suite, à raison de 10 centimes par 100 francs, pour celles de plus de 200 jusqu'à 400 francs.

ART. 23.

Sont assujetties au timbre de dimension, les reconnaissances sous seing privé des prêts et avances faits aux sociétés agréées, à condition que l'acte ou le billet mentionne l'agrération de la société emprunteuse, avec indication de la date de l'arrêté royal.

3^o De titels van annuïteiten door den Staat, de provinciën, de gemeenten en de instellingen van weldadigheid onderschreven tot aflossing hunner aandeelen in de aangenomen maatschappijen, alsmede de akten waardoor die annuïteiten ten voordeele van de Nationale Maatschappij worden verpand.

ART. 21.

Zijn van het zegel vrijgesteld :

1^o De uittreksels, kopijen of afschriften van de akten aangeduid onder artikel 19. Zij zijn insgelijks vrijgesteld van alle griffierecht of -emolument; hare bekendmaking door middel van den *Moniteur* en van zijne bijlagen geschiedt kosteloos;

2^o De plakbrieven van de aangenomen maatschappijen.

ART. 22.

Het zegelrecht op de aandeelen en schuldbrieven, door de aangenomen maatschappijen uitgegeven, is gesteld :

Voor die van 50 frank en minder, op 5 centiemen;

Voor die van meer dan 50 frank tot 100 frank, op 10 centiemen;

Voor die van meer dan 100 frank tot 200 frank, op 20 centiemen;

En zoo verder, op voet van 10 centiemen voor elke 100 frank, voor die van meer dan 200 tot 400 frank.

ART. 23.

Zijn onderworpen aan het formaatzegel, de onderhandsche bekentenissen van de leeningen en voorschotten aan de maatschappijen gedaan, mits de akte of het biljet de aanneming vermeldt van de ter leen nemende maatschappij, met aanduiding van den datum van het koninklijk besluit.

ART. 24.

Les droits d'enregistrement et de transcription pour les actes concernant les sociétés agréées et relatifs à leur objet légal, sont réduits aux taux ci-après :

1^o Ventes d'immeubles aux sociétés agréées :

Droit d'enregistrement : fr. 2.70 %.

Droit de transcription : fr. 0.65 %.

2^o Prêts et ouvertures de crédit faits aux mêmes sociétés :

Droit d'enregistrement : fr. 0.30 % si les contrats sont faits pour une année au plus; fr. 0.65 %, s'ils sont faits pour plus d'une année.

La garantie fournie par un tiers ne donne lieu à aucun droit particulier;

3^o Quittances de prix d'immeubles acquis par les sociétés agréées ou de charges grevant ces immeubles; quittances de remboursement de sommes prêtées ou avancées aux mêmes sociétés :

Droit d'enregistrement : fr. 0.30 %.

Dans tous les cas, l'acte énonce que l'opération est relative à l'objet légal de la société et mentionne l'agrément de celle-ci avec indication de la date de l'arrêté royal; à défaut, les droits sont perçus selon le tarif général.

ART. 25.

Les exemptions et réductions de droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et de greffe, ainsi que l'exemption des frais de publication, édictées par les articles 19 à 24, seront applicables aux sociétés d'habitations ouvrières, établies dans les termes de l'article 11 de la loi du 9 août 1889 ou de l'article 2 de celle du 30 juillet 1892,

ART. 24.

De rechten van registratie en van overschrijving voor de akten aangaande de aangenomen maatschappijen en betreffende haar wettelijk doel, worden tot het volgende bedrag verminderd :

1^o Verkoopen van onroerendegoederen aan de aangenomen maatschappijen :

Registratierecht : fr. 2.70 %;

Recht van overschrijving : fr. 0.65 %;

2^o Leening en kredietopeningen gedaan aan dezelfde maatschappijen :

Registratierecht : fr. 0.30 %; indien de contracten voor een jaar of meer zijn aangegaan; fr. 0.65 % indien zij voor meer dan een jaar zijn aangegaan. De zekerheid door eenen derde gesteld geeft tot geen bijzonder recht aanleiding;

3^o Kwijtschriften van prijzen van onroerendegoederen aangekocht door de aangenomen maatschappijen en van lasten welke deze goederen bezwaren; kwijtschriften van aan dezelfde maatschappijen ter leen verstrekte of voorgeschoten sommen :

Registratierecht : fr. 0.30 %.

In elk geval drukt de akte uit dat de verrichting betrekking heeft op het wettelijk doel der maatschappij en vermeldt dezer aanneming met aanduiding van den datum van het koninklijk besluit; bij gebreke, worden de rechten volgens het algemeen tarief geheven.

ART. 25.

De vrijstellingen en verminderingen van rechten van zegel, van registratie, van overschrijving en van griffie, alsmede de vrijstelling van de kosten van bekendmaking, vastgesteld bij de artikelen 19 tot 24, zullen toepasselijk zijn op de maatschappijen van werkmanswoningen, gesticht in de bewoordingen van artikel 11 der wet van 9 Augustus

qui étendront leurs opérations dans les limites de la présente loi.

ART. 26.

Les actes passés entre les sociétés agréées et les personnes peu aisées, relativement aux opérations rentrant dans l'objet légal de ces sociétés, sont enregistrés aux droits établis par le tarif général, sauf application ultérieure des réductions accordées par la présente loi.

ART. 27.

Les taux réduits des droits d'enregistrement et de transcription, établis par l'article 24, sont applicables respectivement :

1° Aux ventes par les sociétés agréées à des personnes peu aisées, d'immeubles destinés à l'habitation de celles-ci, savoir :

a) La vente d'une maison avec ses dépendances, à la condition qu'elle soit occupée par l'acquéreur, son conjoint ou son héritier, dans l'année de l'enregistrement de l'acte, et au moins jusqu'à l'expiration de ce délai.

Sont considérés comme dépendances de la maison, le jardin et le lopin de terre, attenants ou séparés, ainsi que les hangars et remises, les établis ou ateliers d'artisans;

b) La vente d'un terrain devant servir d'emplacement à une maison et ses dépendances, à la condition que la construction soit faite dans les dix-huit mois de l'enregistrement de l'acte, et que l'immeuble soit occupé par l'ac-

1836 of van artikel 2 dergene van 30 Juli 1892, welke hare verrichtingen binnen de grenzen door deze wet getrokken zullen uitbreiden.

ART. 26.

De akten verleden tusschen de aangenomen maatschappijen en de minvermogene personen, met betrekking tot de verrichtingen behoorende tot het wettelijk doel dezer maatschappijen, worden geregistreerd tegen de rechten bepaald bij het algemeen tarief, behoudens nadere toepassing der verminderingen door deze wet verleend.

ART. 27.

De verminderde bedragen der rechten van registratie en van overschrijving, bepaald bij artikel 24, zijn wederzijds toepasselijk :

1° Op de verkoopen door de aangenomen maatschappijen aan minvermogene personen, van onroerende goederen tot dezer woning bestemd, te weten :

a) Den verkoop van een huis met zijne aanhoorigheden, mits bij den verkrijger, zijnen echtgenoot of zijnen erfgenaam in gebruik te zijn, binnen het jaar van de registratie der akte en ten minste tot den afloop van dien termijn toe.

Worden beschouwd als aanhoorigheden van het huis, de tuin en het stukje land, belendende of afliggend, alsmede de loodsen en wagenhuizen, de werkbanken of werkplaatsen van ambachtslieden;

b) Den verkoop van een grond bestemd om daarop een huis met zijne aanhoorigheden te stichten, mits de bouw gedaan zij binnen de achttien maanden van de registratie der akte, en het onroerend goed bij den verkrij-

quéreur, son conjoint ou son héritier, au moins jusqu'à l'expiration de ce délai ;

2^o Aux prêts et ouvertures de crédit faits par les sociétés agréées aux personnes peu aisées, à condition que les fonds soient employés au paiement du prix d'achat, à la construction, à l'amélioration ou au dégrèvement de l'immeuble affecté ou destiné à l'habitation de l'emprunteur ou du crédité, et qu'il soit justifié de cet emploi, ainsi que de l'occupation de l'immeuble, dans les dix-huit mois de l'enregistrement de l'acte ;

3^o Aux quittances des prix d'achat ou des charges grevant les immeubles acquis, et aux quittances de remboursement des sommes prêtées ou avancées pour l'achat, la construction, l'amélioration ou le dégrèvement.

ART. 28.

Les restitutions résultant des dispositions de l'article 27 ont lieu sur demande écrite de la société agréée en cause, attestant avec précision l'existence des conditions auxquelles la réduction est subordonnée.

La restitution est faite à la société si elle justifie de l'avance des droits.

ART. 29.

Les dispositions des articles 26 et 27 sont applicables aux actes relatifs à des opérations de même espèce faites entre des personnes peu aisées et des vendeurs ou bailleurs de fonds autres que les sociétés agréées.

La demande en restitution est appuyée d'un certificat du comité de patronage du ressort, attestant avec précision

ger, zijnen echtgenoot of zijnen erfgenaam ten minste tot den afloop van dien termijn toe in gebruik zij ;

2^o Op de leeningen en kredietsoeningen door de aangenomen maatschappijen gedaan aan de minvermogende personen, mits de gelden worden besteed tot de betaling van den koopprijs, tot den bouw, tot de verbetering of tot de ontlasting van het onroerend goed aangewend of bestemd tot woning van den leener of den krediethebber, en dat de besteding der gelden alsmede de ingebruikneming van het onroerend goed binnen de achttien maanden van de registratie der akte verantwoord worde ;

3^o Op de kwijtschriften der kooprijzen of der lasten die de aangekochte onroerende goederen bezwaren, en op de kwijtschriften van terugbetaling der sommen geleend of voorgesloten voor den aankoop, den bouw, de verbetering of de ontlasting.

ART. 28.

De teruggaven spruitende uit de bepalingen van artikel 27 worden gedaan op schriftelijk verzoek van de ter zake betrokken aangenomen maatschappij, bevestigende nauwkeurig het bestaan der voorwaarden waarvan de vermindering afhankelijk is.

De teruggave wordt gedaan aan de maatschappij indien zij het voorschieten der rechten bewijst.

ART. 29.

De bepalingen van de artikelen 26 en 27 zijn toepasselijk op de akten betreffende dergelijke verrichtingen gedaan tusschen minvermogende personen en andere verkoopers of geldschietters dan de aangenomen maatschappijen.

Het verzoek om teruggave wordt gestaafd door een bewijsschrift van het beschermingscomité van het gebied,

l'existence des conditions auxquelles la réduction des droits est subordonnée.

Art. 30.

L'article 15 de la loi du 19 août 1899 est abrogé.

Les dispositions des articles 14 et 16 de la même loi et de l'article 14 de celle du 30 juillet 1892, relatives aux réductions de droits d'enregistrement et de transcription en faveur des ouvriers, sont abrogées et remplacées par les dispositions des articles 26 à 29 de la présente loi.

Art. 31.

Toute demande en restitution de droits basée sur les articles 27 et 29 est prescrite après une année à compter du dernier jour du délai fixé, selon le cas, par le numéro 1° ou par le numéro 2° de l'article 27.

Disposition transitoire.

Art. 32.

Le Gouvernement est autorisé à faire l'avance des sommes nécessaires pour couvrir les frais de premier établissement de la Société nationale.

Un crédit de 10,000 francs est alloué, à cet effet, au Ministère des Finances.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1912.

bevestigende nauwkeurig het bestaan der voorwaarden waarvan de vermindering der rechten afhankelijk is.

Art. 30

Artikel 15 der wet van 19 Augustus 1889 wordt afgeschaft.

De bepalingen van de artikelen 14 en 16 derzelfde wet en van artikel 14 dergene van 30 Juli 1892, betreffende de verminderingen der rechten van registratie en van overschrijving ten gunste der arbeiders, worden afgeschaft en vervangen door de bepalingen van de artikelen 26 tot 29 dezer wet.

Art. 31.

Alle verzoek om teruggave van rechten steunende op de artikelen 27 en 29 verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den laatsten dag van den termijn die, volgens het geval, door nummer 1° of door nummer 2° van artikel 27 bepaald is.

Overgangsbepaling.

Art. 32.

De Regeering is gemachtigd om de sommen benoodigd ter bestrijding der kosten van eerste inrichting der Nationale Maatschappij voor te schieten.

Daartoe wordt een krediet van 10,000 frank aan het Ministerie van Financiën toegekend.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën.

M. LEVIE.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.